

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 442 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 442
Oct.-Nov.-Déc. 1997
34^e année

DANS CE NUMERO

- Mensonges bourgeois et crimes du capitalisme
- Octobre 17 et la révolution socialiste future (2)
- Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne (5)
- La grève des routiers ou comment le mouvement a été saboté
- Textes du parti communiste international

Non à la «maîtrise» de l'immigration! Régularisation de tous les sans-papiers!

Le projet de loi gouvernemental sur la «maîtrise» de l'immigration a été finalement adopté par les députés socialistes et la commission des lois sous sa forme définitive pour être présenté au parlement à la fin novembre. Les quelques modifications par rapport au projet initial sont secondaires: suppression des certificats d'hébergement et rétablissement d'une commission départementale du séjour chargée d'émettre un avis purement consultatif sur les décisions administratives que les lois Pasqua avaient créées. En outre il paraît que le gouvernement «envisagerait» d'accorder une prime au retour pour les sans-papiers qui ne seront pas régularisés. Le chiffre des travailleurs sans-papiers qui ont déposé une demande de régularisation est de 150.000 environ. Pour l'instant 10.000 seulement ont reçu une réponse «positive», à savoir non pas une régularisation comme le dit la presse, mais une... autorisation provisoire de séjour d'un an!

L'argument principal utilisé pour faire taire les timides critiques était qu'il fallait l'unité devant la perspective d'un «combat très violent avec la droite» (!). Il est plus que probable que le même argument sera utilisé en dehors du PS pour faire taire une bonne partie des forces qui soutiennent encore officiellement la lutte des sans-papiers. Parmi ces «soutiens» qui ont signé le texte d'appel à la manifestation du 22/11 on trouve en effet des organisations comme SOS-Racisme, ce sous-marin du PS qui avait fait de son mieux pour s'opposer à la régularisation des sans-papiers, des partis qui sont au gouvernement comme le PCF et les Verts, sans parler des habituels démocrates et humanistes. Tous ces prétendus soutiens sont en réalité des **saboteurs** de la lutte qui font pression en permanence pour que les travailleurs sans-papiers se montrent «responsables» et prêts au compromis, autrement dit abandonnent une partie de leurs revendications.

Pour l'essentiel le projet de loi reste comme avant en parfaite continuité avec les lois Pasqua-Debré, qu'il aggrave même sur certains points, comme la prolongation de la durée de détention des sans-papiers en instance d'expulsion.

(Suite en page 2)

Malgré les cris des patrons et de la droite Le gouvernement de gauche serviteur efficace du capital

Cela fait maintenant déjà 6 mois que la gauche «plurielle» est arrivée au gouvernement et dirige le pays. Le moins qu'on puisse dire est que le patronat et la bourgeoisie en général n'ont pas eu à se plaindre de ce changement politique; cette constatation, ce n'est pas nous qui la faisons, mais le porte-parole autorisé de l'establishment financier britannique, le quotidien «Financial Times», dans un supplément consacré à la France (17/11/97) que «Le Monde» s'est aussitôt empressé de signaler à ses lecteurs. Le journal conservateur parle du soulagement du «monde des affaires» lorsqu'il a vu que Jospin dissipait rapidement les doutes sur sa volonté de continuer dans la voie allant à la monnaie unique et que le gouvernement décidait un «budget

d'austérité» pour garantir que les critères dits de Maastricht seraient atteints. L'homologue américain du «F.T.», le très droitier «Wall Street Journal», a publié à peu près les mêmes commentaires louant le «pragmatisme» du gouvernement. Cette appréciation de la politique du gouvernement de gauche par les organes de la finance et du capitalisme international ne cadre apparemment pas avec ce qui se passe sur la scène politique hexagonale. Gandois n'a-t-il pas démissionné du CNPF en clamant haut et fort qu'il fallait maintenant un «tueur» à la tête du patronat pour résister au gouvernement? Chirac n'a-t-il pas qualifié, lors du sommet européen de Luxembourg, d'«expérience hasardeuse» les 35 heures annoncées par le gouvernement?

POUDRE AUX YEUX ET AUSTÉRITÉ

Déjà en 1981, le nouveau gouvernement de gauche d'alors avait fièrement annoncé qu'il voulait faire de la réduction du temps de travail et de la lutte contre le chômage, sa priorité absolue. Comme il n'avait pas réussi à obtenir un accord consensuel avec le CNPF, le gouvernement Mauroy avait par des «ordonnances» décrété le passage aux 39 heures, la retraite à 60 ans, etc. Les journaux parlaient alors de la rébellion du patronat et de la droite et, de l'autre côté de l'éventail politique, chez les pseudo-révolutionnaires, de la mobilisation des travailleurs pour battre en brèche la résistance patronale et pousser le gouvernement à aller

encore plus loin. La réalité était plus prosaïque, comme la suite l'a montré. Les concessions aux prolétaires que représentaient ces diverses mesures sociales étaient accompagnées de telles compensations pour les patrons que, plaidait un ministre «jamais gouvernement n'a tant aidé les entreprises». Quoi qu'il en soit, non seulement les entreprises n'ont guère eu à souffrir de ces concessions, mais celles-ci ont servi à anesthésier la classe ouvrière avant de lui porter les coups les plus rudes qu'elle ait reçus depuis des années: suppression de dizaines de milliers d'emplois (avant tout dans la sidérurgie), baisse pour la première fois depuis 1967 du salaire réel, etc.

La situation de la classe ouvrière est au-

jourd'hui **plus mauvaise** que lorsque Mauroy en 1981 formait son équipe gouvernementale (un rapport officiel, préparé lorsque Juppé était premier ministre, et dont la publication a été retardée pour ne pas coïncider avec le sommet sur l'emploi, estime à 7 millions le nombre de travailleurs touchés, d'une façon ou d'une autre, par le chômage et le sous-emploi!) - et pourtant le gouvernement actuel de la gauche unie dans tous les domaines promet **moins**, offre **moins de concessions** aux prolétaires qu'il y a 16 ans! Avalisation de la liquidation de Renault-Vilvoorde et des «plans sociaux» en France, refus de régularisations massives de

(Suite en page 3)

Les crises boursières et le spectre du krach de l'économie mondiale

Au soir du lundi noir (27 octobre) qui avait vu la bourse new-yorkaise faire un plongeon record de plus 500 points (7 %) à la suite du krach de la bourse de Hong Kong et autres, presque 10 ans jour pour jour après le crash boursier historique d'octobre 87 (22 % de chute à Wall Street), un vent d'inquiétude a parcouru le monde de la finance internationale; mais dès le lendemain Wall Street repartait à la hausse, stoppant net la panique qui commençait à gagner les places boursières du monde entier. Et deux jours plus tard le président de la Réserve Fédérale (la Banque centrale américaine), dans un discours très attendu, pouvait se payer le

lux de déclarer que la chute de la bourse pouvait être un «événement salutaire» qui «pourrait aider à prolonger notre expansion économique qui dure depuis 6 ans et demi» si elle ralentissait suffisamment l'économie américaine pour que l'inflation reste sous contrôle. Les médias du monde entier diffusaient aussitôt la bonne nouvelle: cette crise n'était qu'une «correction» inévitable et nécessaire des cours boursiers qui avaient eu tendance au cours des derniers mois à monter trop vite et trop fort. Finalement tout était bien qui finissait bien dans le meilleur des mondes (bourgeois) possible...

SINISTRES CRAQUEMENTS DANS L'ÉCONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE

En France le ministre «socialiste» des finances est venu expliquer devant toutes les caméras des télé et tous les micros des radios que la bourrasque boursière, consécutive à des problèmes dans la lointaine Asie, ne pouvait avoir aucune conséquence sur «notre» économie où la croissance était solide et les «données fondamentales» saines. Le même discours était répété au même moment par les ministres et responsables économiques au quatre coins du monde, y compris dans les pays se trouvant en plein coeur du cyclone où les «spéculateurs internationaux» étaient désignés comme les responsables - après avoir été, hier, accueillis en grande pompe comme «investisseurs réputés»: l'économie «réelle» est solide et elle ne peut être affectée de façon marginale par

les tempêtes boursières.

Aux Etats-Unis, où la croissance, nous l'avons vu, dure depuis plus de 6 ans, la thèse qui fait fureur depuis de nombreux mois est que l'économie américaine a changé radicalement, qu'elle connaît un «nouveau paradigme»: les cycles économiques auraient disparu pour laisser la place à une croissance continue, sans heurts ni inflation, pour peut-être une période de plusieurs décennies. Cette théorie, développée à longueur d'articles et d'ouvrages économiques ou grand public, faisait irrésistiblement songer à l'opinion répandue à la veille de la crise de 29 selon laquelle les Etats-Unis étaient arrivés à un plateau de prospérité permanent. De même il y a une dizaine d'années, alors que la reprise économique battait son plein, les journaux étaient remplis d'articles qui affirmaient que les crises et les récessions étaient désormais choses du passé et qu'il n'existait aucune raison pour que la croissance s'inter-

rompe. Chaque fois que le cycle économique atteint son maximum et tout particulièrement lorsqu'il se prolonge par des expansions boursières spectaculaires, l'euphorie qu'il provoque chez les capitalistes nourrit chez eux l'idée que cette expansion pourrait continuer indéfiniment - ce que s'empressent d'affirmer experts, économistes et écrivains qui ont senti le bon filon. Mais c'est précisément le moment où la crise est la plus proche...

En décembre 96 les autorités financières américaines ont commencé à craindre un emballement de l'économie des Etats-Unis et la formation d'une «bulle spéculative» à la bourse; les acheteurs d'action n'étaient plus intéressés par le dividende (part du bénéfice versé par l'entreprise à ses actionnaires) mais par le gain lors de la revente de ces actions; le mouvement haussier, alimenté par la venue croissante de

(Suite en page 2)

Les crises boursières et le spectre du krach de l'économie mondiale

(Suite de la page 1)

nouveaux acheteurs attirés par un gain facile et sûr, semble alors se propulser en vertu de son propre mouvement, indépendamment de la réalité de l'activité économique. Depuis le début de l'année les bourses du monde entier avaient connu des hausses comprises entre 20 et 50 %, venant après plusieurs années consécutives de hausse: de 1991 (date de la dernière récession) la bourse de New-York avait gagné 240 %, Hong-Kong 380 %, Zurich 330 %, Francfort 175 %, Londres 140 %, Paris 95 %, etc. Il faut remonter aux années 80 ou aux années 20 pour avoir des chiffres comparables. En janvier de cette année, selon une banque internationale, «les niveaux de valorisation actuels des actions américaines n'ont pratiquement jamais été atteints dans le passé» alors que le rendement fourni par le versement des dividendes des actions américaines est inférieur à 1,7 %, son niveau le plus bas depuis le début du siècle. Le rapport entre le cours des actions américaines et le bénéfice des entreprises correspondantes, c'est-à-dire la surévaluation du prix des actions par rapport au dividende auquel elles donnent droit, est très élevé puisqu'il est égal à 23: les actions sont en quelque sorte payées 23 fois trop cher par rapport à ce qu'elles valent vraiment (1). Mais cela n'empêche pas qu'il soit possible de faire des bénéfices en les achetant puis en les revendant, tant que le mouvement haussier continue. Mais tôt ou tard le mouvement haussier s'arrête, la bulle spéculative éclate et le marché s'effondre, entraînant dans sa chute les entreprises (et les particuliers: 63 millions d'américains posséderaient des actions, principalement par l'intermédiaire de fonds de retraite

ou autres, contre 7 millions il y a 15 ans) qui trouvaient dans ce marché des actions le financement nécessaire à leur activité: les marchés financiers, la bourse, sont un maillon indispensable de la vie économique.

Après les crises boursières de cet été dans les jeunes capitalismes asiatiques, les bourses mondiales avaient déjà connu des épisodes de baisse, à la satisfaction des autorités financières américaines qui y avaient vu un coup de frein salutaire aux tendances spéculatives. Le Krach du 27 octobre a amplifié le phénomène, sans pour autant revêtir, sur les places américaines et européennes, un caractère aussi brutal qu'en 1987. La question qui se pose maintenant est de savoir si cette purge va finalement être bénéfique à l'économie capitaliste internationale et prolonger encore le cycle économique, ou si elle est le signe avant-coureur d'un plongeon dans une nouvelle récession mondiale.

La crise boursière actuelle ne s'est d'abord présentée que comme une crise financière limitée aux tant vantés «dragons» du sud-est asiatique, et encore aux plus fragiles d'entre eux: les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande. La dévaluation de leurs monnaies, les opérations de secours montées par le FMI ou le Japon (mais la tentative du Japon de mener seul une opération d'aide à ces pays a été âprement et victorieusement combattue par le FMI en raison de la crainte américaine de voir se constituer une sorte de protectorat financier japonais sur la région) ont paru suffisants pour surmonter les difficultés. Si l'effondrement boursier de Hong-Kong a déclenché une vague de panique sur les bourses mondiales en raison de l'importance de cette place financière qui constitue la voie d'accès principale de la Chine aux marchés financiers, l'aggravation des diffi-

cultés économiques de la Corée a révélé que toute la région était touchée par le marasme économique. Le Japon lui-même, deuxième puissance économique mondiale, qui rivalisait autrefois avec la puissance financière américaine et qui battait en brèche sur tous les marchés les produits des autres capitalismes, avait connu l'année dernière une croissance économique sensible (3%), mais les autorités ne prévoyaient qu'une hausse de 1,9 % du Produit Intérieur Brut pour cette année. La publication en septembre des résultats pour le deuxième trimestre 97 avait l'effet d'une douche froide: le PIB avait en effet diminué de 2,9 % correspondant à un rythme annuel de près de 11 %, soit un recul que le Japon n'avait pas connu depuis la grande crise de 1974! Début octobre les autorités nippones ont suspendu la publication de statistiques économiques parce qu'elles auraient pu avoir un «effet négatif» sur l'économie. Après la crise boursière de la fin octobre, l'OCDE, malgré son optimisme habituel, estimait que la récession dans les pays du sud-est asiatique devrait faire perdre encore 0,4 % de croissance au PIB japonais 97 et 98.

En ajoutant à ce tableau le ralentissement économique en Chine, les effets désastreux de la crise boursière sur la croissance économique en Amérique Latine (principalement au Brésil), en Russie et ailleurs, certains économistes n'hésitent plus à constater que le tiers de l'économie mondiale est virtuellement déjà entrée en récession. Il existerait pourtant une possibilité pour prévenir cette récession ou au moins l'atténuer fortement: il faudrait que les Etats-Unis, puissance incontestablement dominante de l'économie mondiale accepte de jouer le rôle de locomotive en ouvrant tout grand son marché aux produits japonais et asiatiques et en poussant son activité économique par des stimulus financiers, au premier rang desquels les déficits budgétaires. Mais c'est justement ce que n'ils ne veulent pas faire. Le ralentissement économique japonais ayant fortement accru le surplus de la balance commerciale de ce pays, les Etats-Unis font pression sur Tokyo pour qu'il diminue rapidement et sensiblement ce qui est pratiquement le seul ballon d'oxygène de l'économie nipponne. Par ailleurs toute la politique économique américaine est centrée au plan intérieur sur la réduction des déficits budgétaires et la réduction des stimulus financiers pour éviter un emballement boursier, et sur le plan extérieur par la conquête de nouveaux marchés. L'économie américaine est beaucoup plus dépendante du marché mondial qu'il y a 15 ou 20 ans, beaucoup plus «mondialisée» et elle n'a aucune envie de céder le moindre pouce de marché à ses concurrents y compris sur les marchés extérieurs. Le refus récent du Congrès américain d'accepter de nouveaux accords de libre-échange par crainte de voir les marchandises étrangères envahir le marché américain est révélatrice de l'état d'esprit des capitalistes yankees. Le 5 novembre le secrétaire adjoint au Trésor américain affirmait que l'économie américaine était «tirée par les investissements et les exportations» (et non par le marché intérieur et les dépenses publiques) ce qui, selon lui, bizarrement signifiait qu'elle avait «un long avenir devant elle» (2): cela signifierait au contraire que l'expansion américaine ne durera pratiquement que tant que le marché mondial pourra absorber les marchandises de l'OnCLE Sam, c'est-à-dire tant que les autres pays connaîtront une expansion: les Etats-Unis ne seraient donc plus la puissante locomotive de l'économie mondiale, mais un lourd et inerte wagon...

LA SURPRODUCTION AU COEUR DE LA CRISE

Ce rapide tour d'horizon ne laisse guère de doute: la crise boursière aura bien des conséquences sérieuses sur l'économie mondiale, ou, plutôt, elle est le signe d'une prochaine récession mondiale. Car si des fluctuations boursières peuvent avoir des effets plus ou moins importants sur l'économie, ces effets ne sont somme toute que temporaires et marginaux tant que cette économie est encore en phase ascendante. Or nous sommes dans une période de surproduction économique. Et ce ne sont pas des marxistes, mais des bourgeois eux-mêmes qui le constatent! Le premier octo-

bre, le New York Times, le quotidien le plus important des Etats-Unis et l'un des porte-parole les plus autorisés de la bourgeoisie américaine écrivait que la surproduction guette l'Amérique et le monde entier. Le *global glut* (l'engorgement mondial) était, selon cet article, la cause réelle de la crise asiatique. Après le krach boursier, «*Business Week*», l'hebdomadaire économique américain le plus influent écrivait dans un n° spécial sur la crise boursière, que la menace la plus grave sur l'économie mondiale était le risque de déflation (baisse généralisée des prix des marchandises):

« (...) partout la production dépasse la consommation. C'est vrai même aux USA, où la demande de consommation reste forte. Aujourd'hui, pour la première fois depuis des années, il y a une surcapacité mondiale dans l'industrie, depuis les semi-conducteurs jusqu'aux autos. Et l'excès de l'offre deviendra encore pire quand l'Asie essaiera de s'en sortir par les exportations. Le résultat: l'économie mondiale pourrait bien se diriger vers une ère nouvelle, une ère de déflation. (...) Une déflation rapide peut causer d'énormes dommages très rapidement. (...) La Grande Dépression des années Trente était exactement cette sorte de spirale déflationniste» (3). La déflation fait peur aux capitalistes car elle signifie que les marchandises ne peuvent plus être vendues sinon avec des profits réduits ou à perte; la menace sur les profits est directe et brutale (alors que l'inflation - l'augmentation générale du prix des marchandises - si elle dérègle les mécanismes économiques, ne menace qu'indirectement la réalisation des profits). L'hebdomadaire continue: «Les prix des marchandises diminuent ou stagnent dans le monde. Aux USA, les deux tiers des entreprises industrielles voient leurs prix de gros stagner ou diminuer. Et dans beaucoup d'endroits dans le monde, comme au Japon, même le prix des marchandises au détail sont en chute (...)». La branche industrielle où la surproduction est la plus évidente, est l'industrie automobile. «B.W.» estime cette surproduction à 500.000 véhicules aux Etats-Unis et de 3 à 4 millions en Europe! D'autres branches sont touchées: l'industrie informatique, l'industrie chimique, la construction navale, etc; nous pourrions ajouter à cette liste la production de matières premières ou, pour la plupart d'entre elles, les prix sont en chute. Après avoir passé en revue différents pays et constater qu'on n'y trouve guère de débouchés à la surproduction, l'hebdomadaire conclue sur une note mélancolique: «Après la dernière série de dévaluations, toutes les régions (du monde - NdlR) à l'exception des USA vont devenir des exportateurs nets. Ceci rend l'économie mondiale dangereusement dépendante des Etats-Unis en tant que consommateur en dernier ressort. Tout va bien tant que les USA continuent leur expansion économique. Mais si celle-ci flanche, le monde pourrait bien se retrouver avec uniquement des vendeurs et pas d'acheteurs - et sur la voie qui conduit à une déflation dévastatrice».

Tous les bourgeois et tous les économistes ne sont pas devenus aussi pessimistes - nous ne parlons pas des opinions officielles des Etats et des organisations financières internationales qui affichent inévitablement un optimisme de commande, mais l'inquiétude paraît assez répandue parmi les grands capitalistes si l'on en croit un autre article du New York Times: ceux qui s'inquiètent sur ce que réserve l'économie mondiale «sont souvent les mêmes dirigeants d'affaires et investisseurs internationaux qui ont façonné l'économie mondiale actuelle et qui maintenant craignent qu'elle puisse s'effondrer. Il y a de quoi s'inquiéter. La tempête financière asiatique pourrait être la première étape d'une crise se développant à l'échelle mondiale et mue par un phénomène appelé surcapacité (...). "Il y a des capacités (de production - NdlR) excédentaires dans le monde dans presque toutes les branches industrielles" a déclaré récemment le président de la General Electric (...). Le taux d'inflation aux Etats-Unis a chuté en partie à cause d'une surcapacité globale, et partout les hommes d'affaires se plaignent qu'ils ne peuvent augmenter leurs prix. Le danger est qu'à un certain point ce château de cartes doit s'effondrer. (...) Les économies peuvent être entraînées dans une spirale vers la récession ou pire

NON À LA «MAÎTRISE» DE L'IMMIGRATION! RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS!

(Suite de la page 1)

LE GOUVERNEMENT AGITE LA MENACE D'EXPULSIONS MASSIVES MAIS CHERCHE SURTOUT À FAIRE RENTRER LES SANS-PAPIERS DANS LA CLANDESTINITÉ

Jospin a clairement mis les points sur les i: les sans-papiers qui ne seront pas régularisés devront quitter le territoire, c'est-à-dire seront expulsés. Grâce aux dossiers qu'ils ont déposés pour demander leur régularisation, la police n'aura aucun mal à les trouver. Cependant, selon des indiscretions parues dans la presse, le gouvernement ne procédera pas immédiatement à des expulsions de grande ampleur, car nous serons alors en période électorale (élections régionales) et cela ferait mauvais effet sur les électeurs: la gauche attend que les urnes soient pleines pour vider les prolétaires sans papiers... En outre le gouvernement actuel est suffisamment habile pour ne pas effectuer des rafles et expulsions en masse dès la fin de la période de régularisation, ce qui serait la meilleure façon de susciter l'indignation et de ranimer

un mouvement de lutte et de solidarité. Mais surtout l'utilisation de la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci - flexible, dans le langage patronal - que constituent par force les sans-papiers, est un élément-clé de la prospérité de certains secteurs économiques.

Il y aura sans aucun doute des expulsions, mais selon toutes probabilités il ne faut donc pas s'attendre à des vagues d'expulsions massives de dizaines de milliers de personnes; les organisations humanistes et liées aux partis de gauche pourront bien parler de concession du gouvernement, voire de succès, il s'agira en fait du renvoi des prolétaires sans-papiers dans leur situation d'extrême précarité, de surexploitation et de misère. Les sans-papiers doivent se préparer à une lutte prolongée en tissant des liens entre eux et avec les autres prolétaires prêts à se solidariser avec leur combat, sans se laisser égarer par les illusions et les traquenards de la foule bruyante des faux amis. Quelles que soient leurs limites et les difficultés de leur action pour unifier l'action de prolétaires aux origines si différentes, au milieu des pressions et des manoeuvres de tout type, l'expérience des Collectifs et de la Coordination Nationale constitue un pas important dans cette direction.

Le devoir impérieux des prolétaires, français ou immigrés, qui «jouissent» d'une situation régulière, est d'apporter une solidarité sans failles à leurs frères de classe sans-papiers. En les aidant dans leur combat particulier ils renforceront la position de la classe ouvrière toute entière face à la bourgeoisie et ses valets réformistes.

Solidarité de classe avec la lutte des sans-papiers en lutte! Régularisation effective de tous les sans-papiers! Arrêt des expulsions, libération des sans-papiers arrêtés, retour des expulsés! Suppression de toute la législation répressive et anti-prolétarienne! Egalité des droits pour tous les travailleurs! Non à la maîtrise de l'immigration!

SOUSCRIPTION PERMANENTE 3e et 4e listes 1997

Montpellier: 500,00 / Paris: 1500,00 / Roger: 750,00 / Thionville: 150,00 / Paris: 800,00 / Marseille: 100,00 / Ouest: 4.200,00 / Roger: 300 / reliquat: 117,00
Total 3e et 4e listes: 8.417 FF.
Total général: 18.538 FF.

encore. C'est ce qui est en train d'arriver maintenant en Asie. (...) L'économie mondiale apparaît en effet capable d'auto-destruction» (4).

L'ANALYSE MARXISTE DES CRISES

Les marxistes ont expliqué il y a déjà bien longtemps le mécanisme de ces crises: «L'énorme force d'expansion de la grande industrie (...) se manifeste à nous maintenant comme un besoin d'expansion qualitatif et quantitatif, qui se rit de toute contre-pression. La contre-pression est constituée par la consommation, le débouché, les marchés pour les produits de la grande industrie. Mais la possibilité d'expansion des marchés, extensive aussi bien qu'intensive, est dominée en premier lieu par des lois toutes différentes, dont l'action est beaucoup moins énergique. L'expansion des marchés ne peut aller de pair avec l'expansion de la production. La collision est inévitable et comme elle ne peut pas engendrer de solution tant qu'elle ne fait pas éclater le mode de production capitaliste, elle devient périodique.

En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange des peuples civilisés et de leurs

satellites plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que la masse des marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un steeple chase complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach» (6).

Depuis qu'Engels a écrit ces lignes le cycle économique avec son retour périodique des crises (avec une fréquence plus rapide que le rythme décennal noté au siècle dernier), n'a pas disparu. Cependant, durant toute la période

d'expansion économique à grande échelle qui a suivi la deuxième guerre mondiale, ces crises ont pu être amorties grâce à toute une série de mesures dites «anti-cycliques» d'intervention étatique dans l'économie afin d'en régulariser le cours. Les crises étaient devenues des récessions, et le tableau dépeint par Engels paraissait ne plus devoir s'appliquer. Mais depuis la grande récession mondiale de 1974-75, les capitalistes retrouvent périodiquement face à eux le spectre de crises encore plus brutales et catastrophiques que celles du siècle passé, le spectre de 1929, le spectre du krach de l'économie mondiale, le spectre de la destruction de l'économie capitaliste par les forces mêmes qui mûrissent en son sein.

«On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation; toutes les lois de la production et de la circulation sont mises sens dessus dessous. La collision économique atteint son maximum: le mode de production se rebelle contre le mode d'échange, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes» (6).

Aucune crise ne détruira jamais par elle

même le mode de production capitaliste, l'économie capitaliste ne s'auto-détruit ni ne s'écroulera jamais comme un château de cartes; mais les formidables secousses occasionnées par les crises sur la société ébranlent les fondements de la stabilité sociale, alimentent des flambées de guerres entre les classes, créent en un mot les conditions objectives de la réapparition de la lutte révolutionnaire. De récessions en récessions, de krach en krach, le cours convulsif du capitalisme mondial nous rapproche inexorablement d'une nouvelle période révolutionnaire. Il reviendra alors à la classe ouvrière mondiale, guidée par son parti international reconstitué, de se lancer dans la bataille et de conclure victorieusement la lutte séculaire qui l'oppose à la classe ennemie et son mode de production.

(1) cf «Le Monde», 29/10/97

(2) Ibid., 11/11/97

(3) cf «Business Week», 10/11/97

(4) Reproduit dans «International Herald Tribune», 17/11/97

(5) cf Engels, «L'Anti-Dühring», Troisième Partie, Chapitre 2, Ed. Sociales 1973, p. 312.

(6) Ibid., p. 313.

Malgré les cris des patrons et de la droite Le gouvernement de gauche serviteur efficace du capital

(Suite de la page 1)

sans-papiers, refus d'une augmentation substantielle du salaire minimum, tels ont été les premiers actes, hautement significatifs, de ce gouvernement. On peut maintenant y ajouter l'instauration du «C.I.P.» vainement tenté autrefois par Balladur sous la forme des «emplois-jeunes», la poursuite du «plan Juppé» sur la Sécurité Sociale, l'amorce d'une politique «sécuritaire» avec la réapparition des Maisons de correction pour les mineurs qui «pourrissent les quartiers» et l'embauche (dans le cadre des emplois-jeunes) de milliers d'auxiliaires de police, armés, qui pourront mieux fliquer les «quartiers difficiles» (lire: les quartiers populaires) où la vue d'un uniforme suffit parfois à déclencher des expulsions de colère, tant les exactions de policiers sont nombreuses.

Il ne faudrait pas oublier à cette liste, le recours aux CRS lors de la dernière grève des routiers (mais il est vrai que Bérégovoy avait utilisé l'armée); ou, pour ce qui est de la politique étrangère, la poursuite de la politique impérialiste la plus classique, illustrée jusqu'à la caricature par l'intervention dans la guerre civile congolaise ou par la réception symbolique à l'Assemblée Nationale du président tortionnaire tunisien: il est bien passé le temps où la gauche jugeait utile de se donner des airs «anti-impérialistes».

Mais, nous dira-t-on, et les 35 heures? N'est-ce pas là une revendication éminemment prolétarienne, qui a suscité la colère patronale? Voyons ce qu'en dit le quotidien de la finance britannique: «Ce vacarme [à propos de la démission de Gandois - NdIR] a alimenté l'impression que M. Jospin est anti-business et n'est pas au courant des tendances économiques. En effet (...) M. Jospin refuse encore d'accepter que la clé pour résoudre le problème du fort chômage en France est un marché du travail plus flexible. Cependant, une lecture attentive du projet de loi sur les 35 heures, suggère que le gouvernement s'est donné une plus grande marge de manoeuvre que ce qu'il apparaît immédiatement. Le texte est ambigu, il exclut les petits employeurs et met de côté la question cruciale du salaire. Ce gouvernement, après tout, cherche à durer. Et pour y réussir, le pragmatisme doit l'emporter sur le dogmatisme».

Le «dogmatisme» c'est la satisfaction des revendications prolétariennes, le «pragmatis-

me» c'est l'alignement sur les exigences du business. Pour former son jugement, le journal de la City britannique ne s'est pas arrêté au «vacarme», mais a regardé la «question cruciale», le salaire, et il a été rassuré: voilà bien un gouvernement non dogmatique!

De leur côté, les prolétaires devraient suivre cet exemple: ne pas se laisser abuser par le vacarme, et le bruit fait autour de belles promesses ou les discours menteurs, mais s'en tenir aux faits. Cette loi sur les 35 heures en l'an 2000 se résume pour l'instant à un «effet d'annonce» et il est expressément prévu qu'en 1999 une nouvelle loi décidera concrètement de son application (ou non) en fonction de la conjoncture économique. Il est de plus prévu que le passage aux 35 heures soit de toute façon décidé et discuté entreprise par entreprise, en fonction des possibilités locales. En contrepartie de cet «effort», le patronat se voit assuré que le gouvernement défendra la «modération salariale» et l'augmentation de la productivité. Il est prévu une prime de 9000 F par employé pour les entreprises qui passeraient sans attendre aux 35 heures en embauchant du personnel supplémentaire pour compenser au moins 60 % de la diminution du temps de travail total, les 40 % restants étant censés être compensés par une augmentation de la productivité, c'est-à-dire une surcharge de travail et d'exploitation pour les salariés.

Cette disposition révèle que dans les faits cette loi, dans la mesure où elle verra le jour et sera appliquée, agira donc comme une puissante incitation à l'intensification de l'exploitation prolétarienne (ce qui signifie une augmentation de la puissance sociale du capital sur les prolétaires). Elle sera donc l'exact opposé d'une conquête prolétarienne!

LES REVENDICATIONS PROLÉTARIENNES NE PEUVENT ÊTRE OBTENUES PAR LA NÉGOCIATION DE LOIS SOCIALES, MAIS PAR LA LUTTE DE CLASSE

Il en va ainsi de toute réforme qui ne soit pas le résultat d'une lutte véritable, réussissant à créer un rapport de forces favorable face à la bourgeoisie et son Etat. Même les conquêtes les plus authentiques, si elles restent partielles et ne servent pas d'appui à un mouvement de lutte plus large encore, sont condamnées en fin de compte à être surmontées par le capitalisme

qui repart à l'attaque pour, peut-être par une autre voie, reconstituer ses profits et réaffirmer sa prééminence absolue dans la société. Les syndicats contestataires, organisations de soutien aux chômeurs ou groupes trotskystes qui critiquent les insuffisances et les ambiguïtés (mises là à dessein) de la future loi sur les 35 heures pour réclamer une loi meilleure, prenant effet immédiatement, sans échappatoires, etc., entretiennent les néfastes illusions réformistes et les stupides préjugés légalistes sur la possibilité d'aménager, de réformer le capitalisme et de garantir ces améliorations par la force impartiale et toute-puissante de la loi et donc de l'Etat.

Sous le capitalisme les prolétaires ne peuvent rien obtenir que par la lutte et ce n'est que par la lutte qu'ils peuvent maintenir pendant un certain temps ce qu'ils ont obtenu. La réduction du temps de travail est une revendication historique du prolétariat; la productivité du travail humain s'est accrue dans des proportions prodigieuses depuis la naissance du capitalisme et cet accroissement continue à un rythme accéléré. Mais l'organisation même du capitalisme empêche que ce progrès bénéficie à toute l'humanité. En éliminant les productions inutiles et nocives, en supprimant les occupations purement parasitaires et en mettant au travail productif toute la population qui y est apte, des calculs déjà anciens ont démontré qu'il suffirait d'un tout petit nombre d'heures de travail par jour pour satisfaire tous les besoins de la société. Le chômage massif qui existe aujourd'hui est la conséquence du fait que même la production capitaliste actuelle, avec tout son gaspillage et ses produits inutiles (des porte-avions nucléaires aux produits amincissants pour garder la ligne) requiert moins de travailleurs qu'il ne s'en trouve sur le marché du travail. La conséquence n'est pas que tous les travailleurs travaillent moins, mais qu'une partie de ces travailleurs est condamnée au chômage et à la misère tandis que l'autre partie est vouée à l'épuisement d'un labeur intensif et aux heures supplémentaires.

Le réformisme voudrait corriger cette absurdité criante en obligeant le capital à embaucher une fraction des chômeurs et à diminuer un peu le travail de ceux qui en ont un, en lui imposant par la loi de ne plus obéir à sa nature. Car c'est le capital lui-même qui expulse les travailleurs par milliers et milliers de la production et exténue les autres, c'est le mode capitaliste de production qui empêche que la société répartisse harmonieusement entre tous le travail et les produits du travail. Les communistes dénoncent la perspective utopique, impossible, de rectifier le capitalisme; ils s'appuient sur les faits de tous les jours, connus par tous les prolétaires, pour montrer que le mal vient de l'organisation sociale actuelle et que le

remède à ce mal consiste dans la suppression de cette organisation, dans la révolution sociale.

La révolution n'éclatera pas un beau jour, sans avoir été préparée de longue main, sans être le fruit de croissantes et longues batailles, de nombreuses rébellions. Il faudra que les prolétaires poussés par la détérioration continue de leurs conditions de vie et de travail à combattre pour la défense de leurs intérêts, fassent dans ces combats l'expérience concrète de leur force et de la fausseté de toutes les alternatives non révolutionnaires.

Les réformistes traditionnels, gouvernementaux, ont réussi à calmer le mécontentement qu'avait suscité la brutalité du gouvernement Juppé et, grâce à leurs relais syndicaux et autres, à faire accepter l'essentiel des mesures anti-prolétariennes requises pour le moment par le capitalisme tricolore - sans qu'il soit besoin de concéder qu'une fraction de ce qui avait été nécessaire en 81. Demain d'autres mesures anti-prolétariennes seront requises, ne serait-ce que parce que les prévisions de croissance économique (3%) prévues ne seront pas au rendez-vous. Le gouvernement prend donc bien soin de préparer les contre-feux à un éventuel mécontentement que représentent classiquement la division entre français et immigrés et le thème sécuritaire et qui se manifestent dans le théâtre politique bourgeois par l'affrontement entre la Gauche démocratique et le Front National fasciste.

Les réformistes extra-gouvernementaux sont prêts eux aussi à jouer leur rôle de récupération du désenchantement vis-à-vis de la gauche, en alternant tantôt critique de celle-ci et tantôt appel à la pousser à faire davantage, mais toujours pour éviter que ce désenchantement se transforme en rupture véritable avec l'opportunisme collaborationniste.

Le prolétariat ne pourra espérer se libérer des uns et des autres qu'en se mobilisant pour les seules revendications qui lui sont propres et qui, y compris sur le terrain économique immédiat, sont en opposition ouverte aux intérêts bourgeois:

Lutte pour le salaire, lutte contre les licenciements et pour le salaire intégral aux chômeurs, lutte contre la flexibilité du travail et contre le travail précaire, lutte pour l'abaissement de l'âge de la retraite, pour l'égalité de traitement et la solidarité par dessus les barrières d'entreprise et de corporation, entre hommes et femmes, jeunes ou vieux, français ou immigrés.

Cette lutte, encore défensive, et qui révélera le vrai visage des réformistes et les faux révolutionnaires, sera elle-même alors le point de départ pour la lutte plus générale, offensive, pour la révolution communiste!

Octobre 17 et la révolution socialiste future (2)

LES VOIES DE LA RÉVOLUTION

DÉFENSE DE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Les bolchéviks conduisaient depuis bientôt, 15 ans leur lutte contre l'opportunisme dans la social-démocratie russe lorsque la guerre mondiale éclata. C'est alors que commença leur première grande bataille internationale. Son but? Rien de moins que le retour à l'internationalisme prolétarien et l'écrasement du social-patriotisme dans la classe ouvrière. C'est à cette lutte que se rattache l'épisode fameux de la conférence socialiste convoquée à Zimmerwald (Suisse) en plein massacre impérialiste et le mot d'ordre bolchévique de **transformation de la guerre impérialiste en guerre civile** pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Internationale, cette bataille le fut non seulement par ses buts, mais par ses moyens, puisque les bolchéviks la conduisirent de concert avec les fractions de gauche d'autres pays, moins connues mais non moins valeureuses, comme ces Spartakistes qui, en janvier 1919 allaient donner leur vie pour une révolution qu'ils savaient pourtant prématurée et condamnée. Dans cette lutte historique, la nature de la guerre moderne et la politique prolétarienne face à l'impérialisme et à la politique dite de «défense nationale» furent établies de façon définitive et intangible. C'est seulement ainsi que le principe de l'internationalisme prolétarien pouvait être restauré dans sa véritable signification marxiste et dans toute sa portée révolutionnaire, lui qui est, reste et restera toujours le **principe distinctif** du véritable communisme.

La polémique classique de Lénine se résume ainsi. En 1914, la plupart des partis socialistes ont renié leurs convictions, déclarations et résolutions antérieures pour adhérer à la politique bourgeoise de défense nationale. Du point de vue des rapports entre les classes de la société contemporaine, cela signifie que ces partis, avec en tête le plus influent d'entre eux, le Parti Social-Démocrate allemand, se sont rangés aux côtés de leur état-major militaire, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie, contre le prolétariat. C'est là un événement de portée historique mondiale, un désastre pour la classe ouvrière européenne et internationale. La guerre moderne entre les grandes puissances n'est ni une **guerre nationale** du type de celles qui éclatèrent en Europe pendant la période 1789-1871, ni à plus forte raison à cette **guerre révolutionnaire** «que les socialistes n'ont jamais juré de ne pas faire», mais qui suppose la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est une **guerre impérialiste**, et du point de vue théorique on n'a pas attendu 1914 pour caractériser l'impérialisme comme «la lutte de la bourgeoisie périlante, caduque, pourrie, pour le partage du monde et l'asservissement des petites nations». Toutes les justifications données pour pousser le prolétariat à accepter la politique de défense nationale sont lamentables théoriquement et infâmes pratiquement, parce que sous des dehors pseudo-scientifiques, elles visent à subordonner le prolétariat à la bourgeoisie, classe réactionnaire qui doit être combattue et renversée. Or la guerre provoque une situation hautement révolutionnaire caractérisable de la façon suivante: la classe dominante ne peut plus conserver sa domination sous sa forme ancienne, elle doit renforcer à l'extrême sa dictature; la misère, la détresse des classes opprimées s'accroît; passives en périodes de paix, les masses sont incitées à la lutte par l'orage même qui se déchaîne sur la société. De cette situation peut surgir la révolution, à condition que la classe ouvrière soit capable de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment vigoureuses pour briser ou entamer l'ancien gouvernement qui ne tombera jamais, même en période crise, si on ne le fait pas choir. Recommander aux masses de «défendre la patrie», c'est les rendre incapables de

telles actions, saboter la révolution possible, assurer le maintien de la dictature bourgeoise en dépit de la crise qui faciliterait son renversement. C'est les trahir d'autant plus que les avantages économiques (bénéfices prodigieux, perspectives merveilleuses de nouveaux pillages, commandes gigantesques, nouveaux emprunts, etc.) que la guerre apporte à la bourgeoisie ne sont encore rien à côté des avantages politiques qu'elle lui procure en divisant et en corrompant le prolétariat. Le devoir le plus incontestable est le plus essentiel de tous les socialistes (nous disons *communistes* aujourd'hui, mais les deux mots ont été aussi dépréciés l'un que l'autre) est de montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur, d'éveiller la conscience et la détermination révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation pour travailler dans ce sens.

C'est en liaison avec la trahison de l'internationalisme prolétarien par les partis socialistes et la faillite de la Seconde Internationale gangrenée par l'opportunisme, qu'est formulée, dès 1915, la nécessité pour le courant révolutionnaire de rompre sans tarder avec le courant opportuniste petit-bourgeois: La faillite de l'Internationale «qui marque la victoire complète de l'opportunisme (...) n'est que le résultat de toute l'époque historique de la IIe Internationale, de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. Les conditions objectives de cette époque transitoire - qui va de l'achèvement des révolutions bourgeoises et nationales en Europe occidentale au commencement des révolutions socialistes - ont engendré et alimenté l'opportunisme. (...) La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie. Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impérialiste ne peut tolérer l'existence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à «sa» nation la situation de «grande puissance». La vieille théorie présentant l'opportunisme comme une «nuance légitime» au sein d'un parti unique, étranger aux «extrêmes», est aujourd'hui la pire mystification des ouvriers et la pire entrave du mouvement ouvrier. (...) La situation révolutionnaire objective créée par la guerre, et qui va se développant en largeur et en profondeur, engendre infailliblement un état d'esprit révolutionnaire, aguerri et instruit les meilleurs et les plus conscients des prolétaires. Il est possible et il devient de plus en plus probable qu'un changement rapide se produise dans l'état d'esprit des masses (...). On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se déploiera juste au lendemain de cette guerre, pendant son déroulement, etc., mais, en tout cas, **seul le travail accompli dans ce sens mérite d'être qualifié de socialiste. Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir étroitement ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de la guerre civile.**»

BOLCHÉVISME ET MENCHÉVISME

C'est au plus fort de cette lutte internationale qu'éclate le coup de tonnerre de la Révolution russe. De février à octobre, la lutte pour l'Internationale nouvelle va céder le pas à la lutte pour le pouvoir du prolétariat en Russie, mais ces deux luttes sont inséparables à la fois dans les proclamations des bolchéviks russes et dans leur pratique révolutionnaire.

Cette lutte de neuf mois n'est que l'ultime, mais la plus ardente étape d'un travail illégal de quinze ans et de presque autant d'années de luttes fractionnelles dont, en 1915, Lénine disait dans le même texte sur «La faillite de la

IIe Internationale»:

«C'est rendre à celui-ci [le mouvement ouvrier -NdR] le pire des services que de faire abstraction de cette histoire et de déclamer contre le "fractionnisme", en se privant de la possibilité de comprendre comment le parti prolétarien en Russie s'est formé au cours d'une longue lutte contre les diverses variétés d'opportunisme».

La principale variété d'opportunisme combattu par Lénine et les bolchéviks avait été le menchévisme ou théorie **bourgeoise** de la révolution bourgeoise qui attendait la Russie au XXe siècle. Le bolchévisme n'avait jamais nié que cette révolution devait être **bourgeoise**: il en avait seulement fait la théorie **marxiste**. Tous les sociaux-démocrates russes avaient été d'accord pour penser que la révolution ne pourrait pas ne pas renverser le tsarisme et ses institutions politiques semi-féodales, instaurer une réforme agraire radicale, ouvrant ainsi la voie, non au socialisme économique, mais au développement du plein capitalisme, qui est la condition matérielle indispensable pour que le socialisme soit ensuite possible; mais ils étaient violemment divisés sur la question de savoir quelle classe - la bourgeoisie ou le prolétariat? - **dirigerait** cette révolution. La conception menchévique était opportuniste en politique parce qu'elle abandonnait la direction de la révolution bourgeoise à la classe bourgeoise et cantonnait le prolétariat dans un rôle de **soutien** au libéralisme bourgeois **avant** la révolution et de **défense** contre la bourgeoisie après; elle n'était pas marxiste en théorie parce qu'elle ne tenait pas compte des rapports de classe réels qui, même dans la Russie arriérée, n'étaient plus ceux de l'époque des révolutions bourgeoises classiques: à la place des artisans radicaux et sans-culottes de la révolution française, le prolétariat moderne; à la place de l'audacieuse bourgeoisie jacobine, une bourgeoisie privée de toute capacité révolutionnaire face au tsarisme par crainte de ce prolétariat. La conception bolchévique était beaucoup plus radicale parce que, déniait tout rôle révolutionnaire à la bourgeoisie et voyant dans le prolétariat russe la classe appelée à diriger la révolution bourgeoise, c'est-à-dire à renverser le tsarisme, elle refusait toute alliance politique du parti prolétarien avec le libéralisme bourgeois; elle était marxiste en théorie parce qu'elle ne prétendait nullement qu'il suffisait au prolétariat russe de s'emparer du pouvoir pour abolir le capitalisme et réaliser le socialisme - ou, en d'autres termes, que la réalisation du socialisme en Russie ne dépendait que de la **révolution politique prolétarienne**, comme si l'on s'était trouvé dans un groupe de pays de capitalisme avancé.

Bref, contre l'opportunisme menchévique, le bolchévisme défendait la mission révolutionnaire du prolétariat et son indépendance politique, sans pour autant violer le matérialisme historique marxiste, selon lequel le **contenu** de la révolution ne dépend pas de la **volonté** des classes ou des partis, mais du développement réel des forces productives, et selon lequel le socialisme nécessite l'existence de la grande industrie et de la grande agriculture moderne.

Ce rappel était nécessaire pour rétablir la signification véritable de la lutte bolchévique, non seulement pour la conquête du pouvoir entre février et octobre 1917, mais pour sa défense entre 1918 et 1921, dans la guerre civile et, de 1921 à 1927, dans la lutte pour la reconstruction de l'économie ruinée. Rétablir cette signification était nécessaire, non seulement contre la falsification social-démocrate de l'époque, mais contre les falsifications ultérieures du stalinisme et de la bourgeoisie.

LA LUTTE POUR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE SOVIÉTIQUE

La révolution populaire de février avait

donné le pouvoir à la bourgeoisie russe qui, installée dans le Gouvernement Provisoire, se refusait à accomplir aucune des tâches de la révolution bourgeoise, mais se préparait à écraser le prolétariat et le peuple, organisés dans les soviets. Les menchéviks ne se contentaient pas de proclamer que la révolution bourgeoise était achevée, alors qu'elle n'avait même pas commencée: ils collaboraient maintenant au gouvernement avec la bourgeoisie qui attendait le moment propice pour écraser la révolution! Ils justifiaient donc parfaitement le «fanatisme fractionnel» si longtemps reproché à Lénine en démontrant que l'aboutissement de l'opportunisme est inévitablement la contre-révolution.

Que fit le bolchévisme? Après le retour de Lénine de l'émigration et l'adoption des **Thèses d'avril** (ce qui n'alla pas sans mal), il proclama que la seule chance pour la révolution démocratique bourgeoise de triompher, la seule chance pour le prolétariat socialiste et internationaliste de ne pas être écrasé par la bourgeoisie complotant avec la réaction tsariste, c'était l'insurrection prolétarienne contre le gouvernement provisoire. Pendant 6 mois le parti bolchévik mena une lutte inoubliable pour la conquête politique des soviets sur les mots d'ordre de la **terre aux paysans**, de la **cessation de la guerre impérialiste** et même de la **convocation de la Constituante**. Il la mena sur la lancée d'une agitation ouvrière tellement ardente qu'elle menaçait de provoquer la chute du gouvernement provisoire avant que le parti prolétarien ait une force et un appui suffisants dans la masse de la population pour se saisir du pouvoir, comme cela faillit arriver lors de la crise de juillet. Il la mena pendant le reflux momentané qui suivit cette crise et qui fut provoqué par une offensive tellement violente de la soi-disant «démocratie révolutionnaire» contre les bolchéviks qu'un moment les masses se détournèrent d'eux, ébranlées par la «grande calomnie» qui les présentait, Lénine en tête, comme de vulgaires agents de l'Allemagne. Il remonta le courant en même temps que la révolution reprenait son cours irrésistible, grossissant, entraînant continuellement de nouvelles couches du prolétariat et, par les soldats surtout, de la paysannerie. Un prodigieux effort de réflexion politique s'accomplissait chez des millions d'hommes qui, dans les villes, à l'armée et jusque dans les campagnes tenaient de perpétuels meetings où se débattaient les problèmes cruciaux de la révolution, où s'affrontaient durement les adversaires, et cet effort les détachait irrémédiablement de tous les socialistes conciliateurs; un prodigieux élan révolutionnaire portait des millions d'hommes à se proclamer bolchéviks, eux qui ne connaissaient même pas le sens du mot, qui ignoraient tout des luttes de fraction qui avaient préparé cette gigantesque lutte des classes. L'influence des bolchéviks croissait vertigineusement: le moment de l'insurrection avait sonné. Il fallait que le parti la prépare, que le parti l'organise.

IL COMUNISTA (BIMESTRALE) N° 56 (Settembre 1997)

- Nelle generale indifferenza proletaria le borghesie imperialiste europee manovrano sotto le direttive di Washington.
- Schiavitù proletaria alla Fincantieri di Marghera
- Terrorismo e comunismo (Trotsky)(V)
- Misticismo fiorentino
- Appunti sulla questione della formazione del partito dopo la crisi esplosiva del 1982-84 del pcint/ programma comunista, in Italia e in in altri paesi.
- Democrazia e fascismo: Quale lotta per il proletariato? Rapporto alla Riunione generale di partito, Ott. 1994 (III).

«L'insurrection est un art»: l'art de surprendre l'ennemi et de remporter la victoire. C'est l'affaire du parti, le parti doit en prendre l'initiative. La révolution n'est pas un «complot», mais le «complot» est nécessaire à la révolution. Celle-ci peut périr faute d'avoir saisi à temps sa chance historique de vaincre. Temporer est un crime: telles étaient les exhortations passionnées de Lénine au parti bolchévique encore hésitant. Et l'insurrection eut lieu.

Le 25 octobre du vieux calendrier russe (7 novembre occidental), Pétrograd tombait et le gouvernement provisoire était arrêté, sauf Kérénsky, au front. A Moscou les combats durèrent huit jours. Le 31 octobre, l'armée de Kérénsky était écrasée: la tentative de reprendre la capitale échouait. Dans toutes les villes de Russie, les soviets s'emparaient du pouvoir.

SIGNIFICATION DE LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE

Réuni les 25 et 26 octobre, le IIe Congrès pan-russe des Soviets d'ouvriers et de soldats avait décidé, dans un délire d'enthousiasme souvent décrit, «la remise de tout le pouvoir, dans toutes les localités, aux soviets», approuvé le gouvernement exclusivement bolchévique proposé par le parti bolchévique, la proclamation bolchévique «aux peuples et aux gouvernements de tous les pays belligérants» et le décret bolchévique sur la Terre, «volé» aux socialistes-révolutionnaires à leur comique indignation. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires crièrent à l'«usurpation bolchévique», mais durent quitter le congrès sous les huées des députés ouvriers et soldats, s'excluant d'eux-mêmes de la République soviétique. Les rapports entre le parti et le prolétariat organisé en soviets étaient bien autre chose que des rapports «démocratiques». Mises en présence du «fait accompli», les masses prolétariennes applaudissaient à l'initiative révolutionnaires de leur avant-garde à laquelle une unité organique les liait. Le prolétariat se moquait des hurlements bourgeois et opportunistes sur les «violations des règles démocratiques». Mais les scrupules démocratiques dans son propre parti ne le faisaient pas rire: lorsque quelques jours après la victoire, cinq commissaires du peuple bolchéviques, effrayés, démissionnèrent en réclamant l'ouverture du gouvernement à «tous les partis socialistes», ce fut une tempête d'indignation. Les ouvriers flétrirent les «déserteurs», exigeant qu'ils «retournent à leur poste et se soumettent au comité central». La révolution prolétarienne en marche se moquait bien que le parti soit une «minorité» de la classe ouvrière: elle reconnaissait en lui son âme même, sa propre volonté bandée à l'extrême, sa propre capacité d'organisation, sa propre portée internationale. La conception «sectaire» que Lénine avait eu du parti triomphait et révélait sa nature profondément révolutionnaire dans cette unité de la classe et de son avant-garde, la plus fervente qu'on ait jamais vue.

C'est au nom de la «démocratie» que tout le vieux monde se rebellait contre la révolution prolétarienne, que les bourgeois et les conciliateurs se déchaînaient dans leur presse (avant qu'elle soit interdite), que les fonctionnaires refusaient d'obéir, que les Postes et Télégraphes refusaient les communications, les employés de banque les fonds, et les chemins de fer les trains! C'est au nom de la démocratie que le puissant et conservateur *Vikjel* (le syndicat des cheminots), soumettant le prolétariat tout entier à son chantage de catégorie particulière, convoquait une conférence qui voulait «remanier» le gouvernement, en exclure Lénine et Trotsky. La nature profondément bourgeois et défaitiste du mot d'ordre de démocratie était donc démontrée de manière irréfutable dans la réalité même de la révolution, confirmant avec éclat les enseignements de Marx et Engels (2).

Le prolétariat russe ne pouvait pourtant se passer de toute démocratie, non pas parce qu'il avait besoin d'autre chose que d'une unité organique avec son parti pour lui-même, mais parce qu'il n'était pas seul dans la révolution. La révolution russe était en même temps une révolution démocratique et agraire et une révolution prolétarienne et socialiste. Face à une énorme masse paysanne de 130 millions d'hommes, les 3 millions de prolétaires que comprenait

une population urbaine totale de 28 millions de personnes en tout et pour tout, ne pouvaient gouverner seuls. Ce n'était pas une question de rapports de chiffres mais une question de rapports de forces. La dictature du prolétariat sur la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie urbaines ne pouvait se maintenir sans s'allier à la dictature paysanne sur les propriétaires fonciers dépossédés, sans jouir de l'appui de l'immense paysannerie russe. Elle ne pouvait donc être une pure dictature de classe, mais une «dictature démocratique des ouvriers et des paysans pauvres», selon la formule des bolchéviks, même si cette dictature ne prit que très momentanément la forme d'une coalition gouvernementale entre bolchéviks et socialistes-révolutionnaires de gauche. C'est pourquoi la révolution russe ne put opposer la formule de la Dictature du prolétariat à celle de la Démocratie en général, mais seulement celle de la Démocratie ouvrière et paysanne à la Démocratie bourgeoise; de la démocratie soviétique à la démocratie parlementaire. Mais c'était là son côté archaïque et non pas moderne; son côté russe particulier et non pas sa portée universelle. Par là elle se rattachait au XIXe siècle des révolutions démocratiques bourgeoises, alors que c'est par le rôle dirigeant du prolétariat et de son parti communiste qu'elle préfigurait l'avenir et se rattachait au siècle des révolutions socialistes.

C'est seulement le 7 novembre russe (18 novembre) que se réunit le Congrès paysan convoqué par les bolchéviks. Jusque là, comme le criaient les socialistes révolutionnaires de gauche, les seuls qui soient restés sur le terrain soviétique, «il n'y avait qu'une dictature d'ouvriers» et, sans l'appui des paysans, le gouvernement bolchévique ne pouvait prétendre être le gouvernement légitime de la révolution. Le Congrès paysan était en effet un élément décisif pour la consolidation du pouvoir révolutionnaire. La tempête de protestation qui accueillit Lénine lorsqu'il se présenta devant le Congrès refléta bien, dans sa futilité parlementaire, le contraste existant entre prolétariat et paysannerie. «A la porte!» criaient les Congrès paysan sous l'influence des partis qui le dominaient encore. «Nous n'écouterons pas vos commissaires du peuple, nous ne reconnaissons pas votre gouvernement!». Lénine put pourtant s'imposer (alors que la veille encore Zinoviev avait été chassé de la tribune) et posa le problème politique, non dans les termes abstraits de la «démocratie», mais en termes de classes: les paysans auxquels la dictature du prolétariat a donné les terres veulent-ils donc empêcher les ouvriers d'exercer leur contrôle sur l'industrie? Les propriétaires résistent aux paysans; les industriels résistent aux ouvriers. Il s'agit d'une guerre de classes. De quel côté seront les paysans? Laisseront-ils la révolution périr, faute d'avoir soutenu le prolétariat? Plus que l'éloquence de Lénine, plus que sa force de persuasion, c'est la logique de la lutte révolutionnaire, la confluence réelle, quoique momentanée, des deux classes qui avaient fait la révolution parce que chacune avait sa propre révolution à faire, qui emporta la décision du Congrès. Chose extraordinaire et qui ne pouvait se produire que sous l'influence communiste du prolétariat, le Congrès paysan n'approuva pas seulement le décret sur le contrôle ouvrier en même temps que le décret du 26 octobre qui remettait les terres aux soviets paysans et aux comités agraires après avoir aboli la propriété foncière sans indemnités et nationalisé tout le sol: il approuva sa conclusion politique qui disait:

«La condition nécessaire de la victoire de la révolution socialiste, qui seule garantit le succès durable et la pleine application de la loi sur la terre, est l'alliance étroite de la paysannerie laborieuse et exploitée avec la classe ouvrière, le prolétariat, dans tous les pays avancés» et qui se terminait ainsi: «En repoussant toutes les tentatives, directes ou indirectes, déclarées ou cachées, faites pour revenir à la politique d'entente avec la bourgeoisie et avec les promoteurs de la politique bourgeoise que la vie a condamnée, cette alliance pourra seule assurer la victoire du socialisme dans le monde entier» (3).

Bien entendu, c'était là un succès politique de la dictature prolétarienne, non la preuve de la conversion de la petite-bourgeoisie et sous-

bourgeoisie paysanne au collectivisme socialiste et à l'internationalisme prolétarien! Le contraste entre deux classes qui n'avaient rien de commun, ni le mode de vie, ni les aspirations sociales, ni la mentalité politique, rien si ce n'est l'ennemi du moment et leur qualité de «classes travailleuses» ne pouvait évidemment être aboli par décret: les marxistes avaient toujours prévu qu'il réserverait ses pires difficultés à la révolution après la consolidation de son pouvoir politique.

UNE GUERRE CIVILE DE PORTÉE INTERNATIONALE

Néanmoins, la démocratie soviétique fut alors suffisamment affermie pour que le 19 janvier 1918, la dissolution de l'Assemblée constituante qui avait refusé de la reconnaître, ne pose aucun problème.

La phase ultérieure est celle de la difficile paix de Brest-Litovsk, conclue le 3 mars 1918 et qui est à l'origine de la tentative socialiste-révolutionnaire d'insurrection de juillet, et surtout celle de la terrible guerre civile qui durera de mai 1918 au début de 1921, contrepartie sinistre d'une conquête relativement facile du pouvoir à la fin d'octobre 17. La signification politique de cette phase est la même que celle de la précédente. Contre l'armée allemande d'Ukraine, contre l'intervention impérialiste américaine, française et anglaise, contre les gardes blancs insurgés de Koltchak et de Dénikine, de Youdénitch et de Wrangel, c'est la classe ouvrière, pilier de l'Armée rouge, qui lutte, entraînant derrière elle la paysannerie, et c'est le parti, organisateur de cette Arme rouge en la personne de Trotsky, qui insufflé à cette lutte sa volonté révolutionnaire, qui l'organise, qui l'empêche de se disperser dans l'anarchie ou de sombrer dans le découragement. Au nom de la Constituante, c'est-à-dire de la liberté bourgeoise, nombreux sont les conciliateurs, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui combattent du côté tsariste et qui, complices de la contre-révolution en armées, osent parler en gens chargés par l'histoire de dissiper les «illusions socialistes» du prolétariat et de détourner son parti des «aventures révolutionnaires»! Encore ont-ils le front, après les expériences amères que leurs alliés tsaristes leur ont infligés et qui les incitent à condamner tardivement la lutte armée contre le pouvoir soviétique, de faire de l'agitation pour «le retour au fonctionnement normal des soviets, la liberté des élections au scrutin secret et la liberté d'agitation» pour les partis socialistes conciliateurs, non pas ralliés au prolétariat, mais vaincus par son succès. Mais les hésitations démocratiques, quoique celles-là sans grande portée, viennent aussi d'ailleurs des rangs mêmes de certaines couches de la classe ouvrière et de certains cercles du parti: Trotsky, qui a réalisé le tour de force de soumettre 30.000 généraux ex-tsaristes à la volonté de lutte du prolétariat et de les faire servir à son dessein de victoire est violemment attaqué de toutes parts, son oeuvre hypocritement sabotée comme incompatible avec la «démocratie ouvrière». Si, en octobre 1917 les Gardes Rouges des deux capitales comprenaient tout au plus 5 à 7.000 membres armés et disciplinés, et si la République soviétique disposait, deux ans et demi plus tard, de 5 millions de soldats de la révolution, ouvriers et paysans, au compte de quoi pouvait-on mettre ce résultat décisif, sinon de la capacité du prolétariat en tant que classe à surmonter toutes objections «démocratiques» intérieures, à se plier à une discipline révolutionnaire de fer, bref à se conduire en classe dirigeante de la révolution?

Ayant conquis le pouvoir, le prolétariat et le parti communiste de Russie le défendirent âprement, non seulement parce qu'il le fallait pour empêcher la contre-révolution intérieure en Russie, mais pour empêcher un reflux fatal de la révolution prolétarienne en Occident, ou, pour mieux dire, l'évanouissement des espoirs placés en elle. Il ne s'agissait pas de donner au prolétariat occidental un «modèle» d'héroïsme soviétique à admirer: il s'agissait de le pousser à la lutte en lui prouvant que le prolétariat avait toutes les capacités d'une classe dirigeante et que la révolution communiste était toute autre chose qu'une sombre et sanglante anarchie. Il s'agissait de tenir coûte que coûte, un parti et

un prolétariat au pouvoir en Russie étant certes plus utiles à la révolution internationale qu'un parti pourchassé par une contre-révolution et un prolétariat vaincu! La suite des événements a pu obscurcir ces vérités pourtant évidentes, mais il est clair que seule une contre-révolution pouvait transformer l'épopée authentiquement internationaliste de la guerre civile en épopée nationale inaugurale d'une nouvelle grande puissance!

(A suivre)

(1) cf «La faillite de la IIe Internationale» (juillet-août 1915) in Lénine, *Oeuvres complètes*, tome 21, p.264. La citation suivante se trouve p. 265.

(2) cf, par exemple, la lettre de F. Engels à Bebel (dirigeant du parti social-démocrate allemand) du 11/12/84, à propos de la «démocratie pure et de son rôle à l'avenir»: elle prendra «une importance temporaire au moment de la révolution, sous la forme d'un parti bourgeois extrémiste, ce qui a déjà été observé à Francfort [lors de la révolution allemande de 1848-49 - NdLR], devenant l'ultime bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. A ce moment elle aura pour elle toute la masse réactionnaire, ce qui la renforcera: tout ce qu'il y a de réactionnaire passera alors le masque démocratique. (...) Quoi, qu'il en soit, au jour de la crise et le lendemain, notre unique adversaire sera la réaction unie groupée autour de la démocratie pure et c'est là une circonstance, je crois, à ne pas perdre de vue» (souligné par Engels).

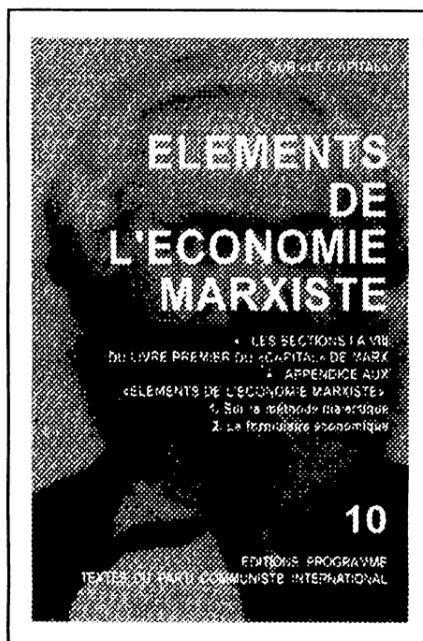
(3) Le texte de cette motion rédigée par Lénine se trouve dans les *Oeuvres*, tome 26, p.342, ainsi, en même temps qu'une description du Congrès, que dans John Reed, «10 jours qui ébranlèrent le monde», p.346.

«ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «Textes du Parti Communiste International», «Éléments de l'économie marxiste» vient de sortir. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers n° de «Programme Communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «Éléments...» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «Sur la méthode dialectique» et «Le formulaire économique».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF



Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (5)

Il y a 75 ans, le 30 octobre 1922, le parti fasciste arrivait au pouvoir à l'issue de la fameuse «marche sur Rome» dont nous avons parlé dans le précédent n°. L'hebdomadaire trotskyste «Lutte Ouvrière» a consacré dans son n° du 31/10/97 un article à cet anniversaire dans lequel il définit correctement cette marche sur Rome comme une «masquerade» et écrit avec justesse qu'en réalité c'est la pression des grands capitalistes qui contraignent les autorités à appeler Mussolini au gouvernement; l'article affirme aussi avec raison que le Parti Socialiste et les syndicats qui avaient au départ une influence bien supérieure aux fascistes, se refusaient par légalisme à affronter les fascistes sur leur terrain, celui de la force, et se tournaient au contraire vers l'Etat bourgeois pour qu'il défende la légalité. Il est donc tout à fait juste de parler, comme le fait l'article, de la «trahison» des réformistes. Mais «L.O.» ne serait pas trotskyste si elle n'en profitait pas pour attaquer la politique du PC d'Italie dirigé par la Gauche.

Mettant dans le même sac les réformistes et les communistes, «L.O.» rend la «passivité des partis ouvriers» responsable de la victoire fasciste: selon l'article en effet, le PS était «bien incapable» d'une «politique révolutionnaire» qui seule aurait été capable de battre les fascistes, et, de son côté, si le

L'OEUVRE POLITIQUE DE LA DIRECTION GRAMSCISTE

Pour conclure nous donnerons quelques extraits de la caractérisation faite par Bordiga, au nom de la Gauche, de l'action de la nouvelle direction du PC d'Italie dans les Thèses de la gauche présentées au IIIe Congrès du parti, qui se tint par force à l'étranger (Lyon, 1926).

«De 1923 à aujourd'hui, l'oeuvre de la Centrale du parti, qui, il faut le reconnaître, s'est effectuée dans une situation difficile, a donné lieu à des erreurs qui, en substance, sont les mêmes que celles relevées par nous à propos du problème international, mais qui en partie sont devenues beaucoup plus graves du fait des déviations initiales propres aux conceptions «ordinovistes».

La participation aux élections de 1924 fut un acte politique très heureux, mais on ne peut en dire autant de la proposition d'action commune faite aux partis socialistes, ni de l'étiquette d'«unité prolétarienne» qu'elle a prise. Tout aussi déplorable fut la tolérance excessive de certaines manoeuvres électorales des «Terzini». Mais les problèmes les plus graves se sont posés à propos de la crise ouverte par l'assassinat de Matteoti.

La Gauche, bien que toujours abstentionniste, avait approuvé la participation aux élections dans le climat d'intimidation et même de terreur fasciste, car si l'utilisation à des fins propagandistes de ces institutions bourgeoises peut avoir un sens, c'est bien dans de pareilles occasions; et il est significatif que par contre les socialistes réformistes et maximalistes, démocrates et parlementaristes invétérés, eux, aient tout d'abord décidé de boycotter les élections pour protester contre leur caractère «anti-démocratique», avant de se raviser pour ne pas laisser le terrain libre aux communistes! Mais pour que cette participation puisse être vraiment fructueuse, il aurait fallu qu'elle se fasse sur des positions claires et sans équivoque. Or la nouvelle direction voulut la mener sous la formule de l'«unité prolétarienne», formule pompeuse pour désigner la proposition d'une alliance électorale avec les sociaux-démocrates. Ceux-ci refusèrent bien entendu, seuls les «Terzini», ces «partisans de l'Internationale» au sein du PSI, regroupement en réalité de politiciens socialistes manoeuvriers dont l'existence dépendait des subsides de Moscou, adhérant à liste communiste. Le seul résultat de cette manoeuvre de «Front Unique» fut de désorienter les prolétaires les plus conscients, ceux qui avaient compris le rôle traître des socialistes, et de conforter ceux qui maintenaient encore leur confiance envers les dirigeants sociaux-démocrates, maintenant légitimés par les communistes.

Cependant le pire était à venir. Après l'assassinat du député social-démocrate réformiste Matteoti, les partis opposés aux fascistes, bourgeois et réformistes, décidèrent le 14 juin 1924 de quitter le parlement en se «retirant sur l'Aventin». Non seulement les communistes quittèrent eux aussi le parlement, mais ils adhérèrent, au nom de l'anti-fascisme, à ce front politique démocratique bourgeois! En quelques semaines on était passé des propositions d'alliance aux réformistes contre le capitalisme et l'Etat bourgeois («Front Unique»), à l'intégration dans une alliance regroupant réformistes et bourgeois, bafouant ouvertement le principe des principes, l'indépendance de classe du prolétariat...

«La politique de la direction - continuent les Thèses de Lyon 1926 - reposait sur l'idée absurde que l'affaiblissement du fascisme aurait mis en mouvement d'abord les classes moyennes, puis le prolétariat. Cela signifiait d'une part un manque de confiance dans les capacités de classe du prolétariat, resté vigilant même sous l'appareil écrasant du fascisme et, d'autre part, une surestimation de l'initiative des classes moyennes. Outre la clarté des positions théoriques marxistes en la matière, l'enseignement prouve au contraire que les couches intermédiaires se laissent entraîner d'un côté ou de l'autre et suivent passivement le plus fort: le prolétariat en 1919-20, le fascisme en 1921-22-23 et aujourd'hui, après une période d'agitation bruyante en 24-25, elles suivent à nouveau le fascisme.

La direction commit une erreur en abandonnant le Parlement et en participant aux premières réunions de l'Aventin, alors qu'elle aurait dû rester au parlement, y faire une déclaration de lutte politique contre le gouvernement et prendre aussi immédiatement position contre le préalable constitutionnel et moral de l'Aventin, qui détermina l'issue de la crise à l'avantage du fascisme. Il n'est pas exclu que les communistes auraient pu en venir à abandonner le parlement. Mais ils l'auraient fait en donnant à cette démarche leur physionomie propre et seulement lorsque la situation leur aurait permis d'appeler les masses à l'action directe. C'était alors un moment où se décident les développements ultérieurs d'une situation; l'erreur fut donc fondamentale et décisive pour apprécier les capacités d'un groupe dirigeant. Elle conduisit à une utilisation très défavorable à la classe ouvrière de l'affaiblissement du fascisme d'abord, puis de la faillite retentissante de l'Aventin.

Lors de la réunion du Comité central du parti du 25 août 24 Gramsci défendit contre les critiques de la Gauche l'adhésion initiale au comité des oppositions anti-fascistes; selon lui la crise qui suivit l'assassinat de Matteoti avait provoqué une «vague de démocratie» qui menaçait d'«isoler» les communistes s'ils n'avaient pas adhéré à la coalition: «un Etat s'est créé dans l'Etat, un gouvernement anti-fasciste s'est dressé contre le gouvernement fasciste. (...) Il existe encore deux gouvernements de fait dans le pays, et ils luttent l'un contre l'autre pour se disputer les forces réelles de l'Etat bourgeois». Pour Gramsci, la petite-bourgeoisie qui avait trouvé «dans la milice fasciste [sa] forme adéquate d'organisation» est entrée en lutte, maintenant que cette organisation s'est décomposée, et c'est elle qui donne le ton à la situation; mais la petite-bourgeoisie peut-elle conquérir l'Etat?

La réponse est typiquement ordinoviste: non, parce que «comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'Etat signifie avant tout conquérir l'usine (!), avoir la capacité de dépasser les capitalistes dans le gouvernement des forces productives du pays. Mais cela ne peut être fait que par la classe ouvrière et non par la petite bourgeoisie qui n'a aucune fonction essentielle dans la production, qui, dans l'usine, comme catégorie industrielle, exerce une fonction surtout politique et non productive». La petite-bourgeoisie est donc à l'avant-garde, mais la solution ne peut être apportée que par le prolétariat: «la petite-bourgeoisie ne peut conquérir l'Etat qu'en s'alliant avec la classe ouvrière, qu'en accep-

tant son programme: système soviétique et non plus parlementaire dans l'organisation étatique; communisme et non plus capitalisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale». En d'autres termes, selon Gramsci, la classe ouvrière devait gérer le pouvoir conquis par la petite-bourgeoisie qui (cette perspective fantaisiste est à noter) aurait adopté le programme du prolétariat. Celui-ci devait, à son tour, être acquis dans sa majorité au parti communiste, alors que pour l'instant il était «désorganisé, dispersé, pulvérisé dans la masse du peuple».

En conclusion «la mesure dans laquelle l'ensemble du parti (...) réussira à remplir sa tâche, c'est-à-dire à conquérir la majorité des travailleurs et à réaliser la transformation moléculaire des bases de l'Etat démocratique, sera la mesure de son progrès sur le chemin de la révolution, et c'est d'elle que dépendra le passage à une phase ultérieure du développement». On a là une nouvelle version de la révolution par étapes consistant en un mélange de directives de l'Internationale et de la tradition non-marxiste qui avait caractérisé le groupe de l'Ordine Nuovo: transformation moléculaire (!) de l'Etat démocratique (!) (au lieu de la conception marxiste de destruction par la révolution de l'Etat bourgeois, démocratique ou non), conquête et organisation préalables de la majorité, puis de fil en aiguille, victoire révolutionnaire de l'alliance du prolétariat avec les paysans et la petite-bourgeoisie: bref une vision gradualiste et interclassiste remplaçant la perspective révolutionnaire et classiste du marxisme.

Encouragée par l'Internationale, qui, malgré son «tourner à gauche» du Ve Congrès mondial, avait suggéré en septembre aux communistes «de faire pression sur le bloc d'opposition pour le pousser toujours davantage à réaliser son programme par la voie révolutionnaire» (programme de retour à la légalité démocratique!), la direction du parti proposa aux partis d'opposition qu'à l'occasion de la rentrée parlementaire, leurs députés constituent un Anti-Parlement opposé au Parlement dominé par les fascistes et qui appellerait les masses à l'action directe! Bien entendu ces derniers, occupés à faire des démarches auprès du Roi ou à essayer de négocier un compromis avec les fascistes, refusèrent cette proposition. Devant cet échec la direction, sous la vigoureuse pression de la Gauche, accepta de revenir au Parlement pour dénoncer avec éclat les fascistes (en dépit des réticences de l'Internationale). Ce fut un député de la Gauche abstentionniste qui parla au nom du parti, sous les injures et crachats des fascistes, et montrera ce que peut être l'utilisation de la tribune parlementaire: «Cette assemblée porte le poids de sa complicité dans le crime. Si nous, communistes, revenons y siéger aujourd'hui, c'est uniquement pour vous mettre en accusation; rien ne nous empêchera d'y revenir chaque fois que nous jugerons utile de se servir de cette tribune pour indiquer aux ouvriers et aux paysans d'Italie la voie qu'ils devront suivre pour se libérer du régime de réaction capitaliste que vous représentez (...). Dès le 13 juin [assassinat de Matteoti] (...), nous prévoyions qu'on ne pouvait aboutir à aucun résultat positif en bornant la lutte contre le fascisme à un compromis parlementaire qui ne pouvait que laisser intacte la nature réactionnaire du régime dont souffrent et que maudissent des millions d'ouvriers et de paysans dans toute l'Italie. [A

agir ainsi] on apportait au contraire une aide au fascisme. Nous, communistes, nous ne vivons pas dans l'attente d'un compromis pour lequel la bourgeoisie réclame aujourd'hui l'intervention du roi tandis que la social-démocratie réformiste et maximaliste, jetant par dessus bord la lutte de classe, appelle de tous ses voeux une «administration supérieure et étrangère aux intérêts de tous bords», c'est-à-dire une dictature militaire destinée à empêcher l'avènement inexorable de la dictature du prolétariat.

Le centre de notre action est situé hors de cette Chambre, parmi les masses travailleuses de plus en plus profondément convaincues que seule leur force organisée peut mettre fin à la situation honteuse dans laquelle vous maintenez le pays, vous, les pro-fascistes et les démocrates libéraux qui sont vos alliés et vos auxiliaires, en rentrant en scène et en vous écrasant. A cette tribune comme partout ailleurs, nous indiquons aux travailleurs la voie à suivre: c'est la voie de la résistance, de la défense physique contre votre violence, la lutte incessante pour les conquêtes syndicales, l'intervention organisée contre l'augmentation du coût de la vie et la crise économique, c'est-à-dire la voie de la constitution de Conseils ouvriers et paysans. Autour de ces Conseils doivent se regrouper tous ceux qui veulent lutter contre vous avec les armes appropriées. Des conseils ouvriers doivent venir les seuls mots d'ordre apportant une solution radicale à la situation présente: A bas le gouvernement des assassins et des affameurs du peuple! Armement du prolétariat! Instauration d'un gouvernement d'ouvriers et de paysans! Les Conseils ouvriers et paysans seront la base de ce gouvernement et de la dictature de la classe travailleuse.

Et maintenant, commémorez à votre gré Giacomo Matteoti, mais rappelez vous que le cri de la mère du martyr est devenu le cri de millions de travailleurs: «Assassins! Assassins!».

Les Thèses de Lyon résument les critiques de notre courant:

«La rentrée au Parlement en novembre 1924 et la déclaration de Repossi furent bénéfiques comme l'a montré le mouvement d'approbation du prolétariat. Mais elles se sont produites trop tard. Longtemps la direction hésita et elle n'arriva à se décider que sous la pression du parti et de la Gauche. La préparation du parti s'appuya sur des instructions incolores et une appréciation fantaisistiquement erronée des perspectives (rapport Gramsci au comité central en août 1924). La préparation des masses, tout entière axée, non sur la faillite de l'Aventin, mais sur sa victoire, fut la plus mauvaise possible avec l'offre de se constituer en Anti-parlement que le parti a faite à l'opposition. Une telle tactique tournait avant tout le dos aux décisions de l'Internationale qui n'a jamais envisagé de faire des propositions à des partis nettement bourgeois; et de plus elle était de nature à nous faire sortir du domaine des principes et de la politique communistes, comme en général de la conception marxiste de l'histoire. Indépendamment des explications que les dirigeants pouvaient donner sur leurs buts et leurs intentions (elles n'auraient jamais eu que des répercussions très limitées), il est certain que cette tactique présentait aux masses l'illusion d'un Anti-Etat luttant contre l'appareil d'Etat traditionnel, alors que dans la perspective

historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un Anti-Etat que la représentation de la seule classe productrice: le Soviet.

Lancer le mot d'ordre d'un Anti-parlement s'appuyant dans le pays sur les comités ouvriers et paysans, c'était confier l'état-major du prolétariat à des représentants de groupes sociaux capitalistes, comme Amendola, Agnelli, Albertini.

Outre la certitude qu'on n'en viendrait pas à une telle situation, qui ne saurait être considérée que comme une trahison, le seul fait de le présenter comme une perspective d'une offre communiste signifie violer les principes et affaiblir la préparation révolutionnaire du prolétariat.

L'oeuvre de la direction prête le flanc à d'autres critiques. On a assisté à un véritable défilé de mots d'ordre qui, non seulement ne correspondaient à aucune possibilité de réalisation, mais pas même à une agitation

appréciable en dehors de l'appareil du parti. Le mot d'ordre central sur les comités ouvriers et paysans, justifié de manière contradictoire et confuse, n'a été ni compris ni suivi.

Ce jugement avait déjà été formulé au feu des événements, non seulement au Ve Congrès de l'Internationale, mais dans les réunions du parti, comme par exemple au comité fédéral de Naples le 14 octobre 24, auquel assistaient Gramsci et Bordiga. Il peut être résumé par les points suivants: 1) «face aux oppositions, le Parti devait choisir entre deux tactiques: ou entrer dans le Comité [des partis opposés au fascisme] pour y rester, ou ne pas y entrer du tout; en choisissant la voie intermédiaire, on a donné aux masses l'impression que la tactique du parti était incertaine»; 2) il n'est pas vrai que «les masses et même les couches petites-bourgeoises, étaient pour la lâche tactique du légalisme pacifique des chefs des oppositions; s'il est vrai que la situation est démocratique

pour les milieux capitalistes, elle signifie au contraire un renversement des vieux rapports pour les plus basses couches ouvrières et paysannes»; 3) notre critique de l'opposition ne doit pas se limiter à dire qu'elle ne fait rien de sérieux contre le fascisme, mais que quand «elle fera quelque chose de sérieux, ce sera dans un but de conservation bourgeoise, et qu'elle s'alliera avec les forces fascistes à la moindre tentative révolutionnaire du prolétariat»; 4) «le dilemme: ou faites la révolution ou faites des blocs politiques n'existe pas: c'est un vieux cliché maximaliste. Le bloc traditionnel des divers partis est un alibi qui sert à leurs chefs à dissimuler leur insignifiance et leur incapacité. Il existe une troisième voie: conduire les masses sur des positions de lutte qui soient un progrès sans consister obligatoirement dans la victoire finale. C'est ainsi que nous avons orienté toute la campagne pour la grève générale d'août 22».

Refuser ces positions ne signifiait pas seulement rater un moment précieux, mais prendre le chemin qui fera du parti communiste devenu parti national, un héritier non seulement de la démocratie, mais du... fascisme. Sur la voie tracée en 22 par la Gauche et qui était claire et droite, même si les résistances de l'Internationale l'ont rendue difficile, on pouvait, même battu, rester fidèle à soi-même. Par la voie opportuniste, on a tout perdu - non seulement la bataille de 1924, puis celle de 1925 et celle de 1926 qui en furent le couronnement -, mais quelque chose de plus que l'honneur: le programme, la vision historique et la physionomie propres au communisme.

C'est ainsi que les adversaires de la Gauche ont fini, non dans l'Anti-parlement, mais, au gouvernement ou dans l'opposition, dans le Parlement tout court.

(Fin)

Mensonges bourgeois et crimes du capitalisme

Propulsé par tous les médias, brandi à l'Assemblée Nationale, 80 ans après la révolution d'Octobre, un ouvrage collectif est devenu un best-seller des librairies: «Le Livre noir du communisme». Selon ce livre, le communisme serait ainsi «responsable de la mort de 65 à 85 millions de personnes» dans le monde (chiffre d'ailleurs que certains journaux qui préfèrent sans doute les comptes ronds, comme «Le Canard Enchaîné» ou «Valeurs Actuelles», ont allègrement porté à 100 millions). Les auteurs de cet ouvrage, rédigé d'après «L'Express» qui a publié des extraits de ce qu'il appelle le premier bilan historique des crimes du communisme, «par d'anciens communistes (sic), trotskystes ou maoïstes» qui «s'affirment toujours de gauche», estiment qu'il ne faut pas «laisser à une extrême droite de plus en plus présente le privilège de dire la vérité; c'est au nom des valeurs démocratiques, et non des idéaux national-fascistes, que l'on doit analyser et condamner les crimes du communisme» (1).

A vrai dire, ceci n'est pas bien neuf: c'est bien au nom de la démocratie et non des idéaux fascistes que la bourgeoisie européenne et extra-européenne, encore plongée jusqu'au cou dans la boucherie de la première guerre mondiale, condamna la révolution bolchévique. C'est toujours au nom des idéaux de la démocratie et de la liberté que, sitôt cette guerre finie, elle attisa les flammes de la guerre civile en Russie, envoya des troupes d'intervention et organisa le blocus du pays pour faire tomber le pouvoir révolutionnaire. Une des conséquences en fut la terrible famine de 1921-22 dans les régions de la Volga qui causa la mort, selon l'un des auteurs, de 5 millions de personnes. Alors que les bolchéviks lançaient des appels au prolétariat international, l'impérialisme chercha à utiliser cette famine pour faire pression sur le régime soviétique par le biais d'une «commission internationale» d'aide aux victimes constitué de propriétaires étrangers d'entreprises russes expropriées et d'anciens diplomates qui avaient organisé les interventions contre-révolutionnaires. A la fin 1921 le pouvoir soviétique mettait fin au «communisme de guerre», c'est-à-dire aux méthodes exceptionnelles de gestion économique imposées par la guerre civile, et redonnait une certaine liberté aux mécanismes économiques capitalistes, étant donné que dans le cadre de la seule Russie, pays économiquement retardataire, il était matériellement impossible d'aller au-delà, impossible de sauter par dessus le stade capitaliste.

Bien entendu, notre auteur ignore scientifiquement toutes ces circonstances et il attribue la responsabilité des victimes de la famine au communisme! Toute sa contribution à l'ouvrage, centrée sur le léninisme et le stalinisme, a pour but d'établir que Lénine et les bolchéviks, d'une part sont arrivés au pouvoir par un banal coup d'Etat et non une révolution, et d'autre

part, ont eu immédiatement recours, pour se maintenir au pouvoir, aux massacres, aux exterminations de masse bien plus terribles que tous les crimes du tsarisme; le stalinisme, ensuite, ne fera qu'amplifier cette terreur. Le quotidien «Libération», s'enthousiasmant pour cet ouvrage, fait le commentaire suivant: «depuis plusieurs années tout historien sérieux ne pouvait que traiter en baliverne la vieille légende de la révolution d'Octobre trahie par Staline», mais la «remarquable contribution» de Werth apporterait des «précisions accablantes» supplémentaires, «preuves d'archives à l'appui» (2). «Libération» donne un exemple de ces preuves: Werth a déniché dans les archives (!) que Lénine écrivait, «deux mois après le début de la guerre de 1914-18», que le travail des bolchéviks visait à transformer cette guerre en guerre civile, elle-même continuation et développement de la guerre de classes! On conçoit que l'historien et le quotidien de gauche frémissent devant une telle horreur...

LE CANNIBALISME DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Au-delà de l'incompréhension et de l'aver-sion des intellectuels démocrates envers la lutte des classes et la révolution, au delà des manipulations et des truquages des chiffres (3), la fraude fondamentale sur laquelle repose cet ouvrage consiste dans l'amalgame qu'il fait entre la révolution et la contre-révolution, entre les victimes de la terreur révolutionnaire, ouvertement affirmée et revendiquée contre la classe ennemie et ses agents, et celles de la terreur contre-révolutionnaire couplée à la construction, par les méthodes bestiales habituelles du capitalisme contre le prolétariat et les couches laborieuses mais rendues encore plus terribles parce que concentrées en peu d'années, de capitalismes nationaux. Le livre classique sur la terreur stalinienne reste celui de Robert Conquest, «La grande terreur», paru il y a trente ans (Ed. Stock, 1970, pour la traduction française): Conquest estime à vingt millions au moins le nombre de victimes de la terreur stalinienne. Mais Conquest, qui n'a pourtant rien d'un marxiste et qui s'élève contre ce qu'il appelle le «fanatisme», souligne dès son introduction la différence fondamentale entre la terreur du type de celle de la révolution française et des «communistes des premiers temps» et la terreur stalinienne - ce que nous pourrions appeler avec Marx, le cannibalisme de la contre-révolution: la terreur stalinienne en Russie, qui s'est d'abord exercée avec férocité contre les communistes restés fidèles à leur idéal, n'était pas la conséquence des lubies d'un dictateur ou de la perversité d'une idéologie; elle répondait au besoin vital d'écraser un prolétariat, peut-être épuisé et démoralisé mais potentiellement très dangereux, qui avait fait la révolution peu d'années auparavant, afin de pouvoir réaliser et accélérer autant que possi-

ble la construction du capitalisme.

Amalgamer révolution et contre-révolution, prendre pour argent comptant le camouflage idéologique revêtu par cette construction du capitalisme, permet à un ex-stalinien de condamner le Komintern (l'Internationale Communiste) parce que lors de son IIe Congrès, il avait établi que les partis communistes devaient admettre et se préparer à utiliser la violence pour réaliser la révolution mondiale; la preuve du caractère criminel de cette orientation serait que les agents du Komintern liquidèrent «des centaines d'anti-fascistes» et réprimèrent les «formations de gauche non communistes» en Espagne. Mais lors de son IIe Congrès le Komintern était réellement l'organisation communiste du prolétariat révolutionnaire, tandis que, devenu après la victoire de la contre-révolution en Russie un instrument de l'Etat soviétique, il se fit pendant la guerre d'Espagne le défenseur acharné de l'ordre bourgeois et l'adversaire impitoyable des partisans d'une révolution prolétarienne: l'orientation révolutionnaire communiste est condamnée au nom des crimes de la contre-révolution...

Ce n'est évidemment pas par inadvertance mais de manière tout à fait intentionnelle que les auteurs effectuent ce tour de passe-passe. Car ce livre ne répond pas à une quelconque volonté de recherche historique sérieuse et objective (il aurait été impossible de trouver des financiers et des éditeurs pour un travail de ce genre), mais plus simplement à un besoin permanent de l'idéologie dominante bourgeoise (et donc à un débouché fructueux sur le marché des mass-médias): exorciser le spectre du communisme, si possible avec quelque chose qui ait l'apparence de la preuve scientifique. Et pour l'exorciser à jamais (l'un des auteurs voudrait même constituer un nouveau tribunal de Nuremberg à cet effet) et assurer que la démocratie est le régime idéal, il faut non seulement faire disparaître les crimes commis par la contre-révolution capitaliste, mais les attribuer à la révolution elle-même; à une époque où le prolétariat ne s'est pas encore mis en mouvement, il faut moins le terroriser par la menace ouverte de la contre-révolution que lui rendre le statu-quo acceptable en l'effrayant par des monceaux de cadavres qui l'attendent s'il s'avise un jour de rompre ce statu-quo: la bourgeoisie et ses agents ont toujours affirmé au prolétariat que la révolution, c'est dangereux, et que les révolutionnaires sont des fanatiques assoiffés de sang, des hommes au couteau entre les dents comme les dépeignait la propagande contre-révolutionnaire dans les années vingt.

Il faut donc lui démontrer que le communisme est aussi nocif voire pire encore que le fascisme, et la démocratie bourgeoise bien préférable à ces deux alternatives également néfastes (4); il faut le persuader que la perspective d'un monde non capitaliste est une «utopie meurtrière» et qu'au bout de toute tentative d'aller dans ce sens «il y a le crime contre l'humanité» (5). Abandonnant les scrupules scientifiques du chercheur, l'historien se mue en propagandiste de l'ordre bourgeois: le communisme est criminel parce qu'il est l'ennemi mortel du capitalisme...

Mais toute la propagande bourgeoise, tous les livres pondus par des historiens ou des démagogues, ne pourront jamais empêcher que les contradictions internes au mode de production capitaliste pousseront inévitablement demain les prolétaires à entrer en lutte contre ce système pourri et inhumain et à retrouver la voie tracée par la révolution russe et l'Internationale Communiste. Ce n'est que de cette façon que pourra être mis fin au terrorisme bourgeois et aux incalculables crimes commis par le capitalisme contre l'humanité en deux siècles d'existence. L'échec de la révolution internationale au début des années vingt et l'écrasement du mouvement communiste par la contre-révolution ont déjà coûté à l'humanité une nouvelle guerre mondiale et d'innombrables guerres régionales, une série interminables de carnages, de massacres, de génocides, de misères et de malheurs en tout genre qui ne sont pas près de s'arrêter.

L'inévitable violence révolutionnaire qui est nécessaire à la destruction des rapports de production basés sur l'exploitation de l'homme et des Etats qui les défendent, n'est qu'une goutte infime par rapport à ces fleuves de sang versés par le capitalisme, qu'il se dise démocratique, fasciste ou soi-disant «socialiste». La survie du capitalisme entraînera de nouvelles horreurs, de nouvelles guerres, de nouvelles menaces contre l'humanité. Seule la révolution prolétarienne internationale, n'hésitant pas à utiliser l'arme de la terreur révolutionnaire contre les classes possédantes, pourra arrêter cet interminable martyrologue infligé par le capitalisme au prolétariat et à la plus grande partie de la population de la planète. Seul le communisme peut mettre fin aux crimes du capitalisme, seul le communisme est porteur d'émancipation et de progrès pour l'humanité.

(1) cf «L'Express» n° 2418, 6-12/11/97.

(2) cf «Libération», 6/11/97.

(3) Werth, dont la contribution est réputée la plus sérieuse et la plus «scientifique» de l'ouvrage, est accusée par une historienne proche du PC d'avoir multiplié par 10 le nombre des victimes de l'ère stalinienne par rapport aux estimations qu'il donnait lui-même encore tout récemment. cf «Le Monde», 14/11/97.

(4) Les auteurs chantent les louanges du gouvernement provisoire issu de la révolution de février qui essayait, «dans les pires difficultés», de construire une démocratie, lorsque ces gredins de bolchéviks ont fait leur «coup de force». Pour le démocrate petit-bourgeois il aurait mieux valu que les prolétaires et les paysans pauvres soient raisonnables, acceptent de continuer à se faire massacrer sur le front, acceptent de continuer à tenir leur rang, à crever de faim et de misère sans songer à s'emparer des terres ou des usines, bref acceptent de rester les victimes résignées de l'impérialisme mondial et des classes dominantes en Russie afin que triomphe la démocratie...

(5) cf «L'Express», op. cit.

La grève des routiers ou comment le mouvement a été saboté

La grève des routiers a été une illustration parfaite des méfaits du collaborationnisme syndical et du rôle anti-prolétarien du gouvernement de gauche.

La grande grève de l'année dernière, massive et déterminée, s'était achevée par une victoire des chauffeurs routiers, avec notamment la retraite à 55 ans, même si sur le plan des salaires, ils n'avaient pratiquement obtenu qu'une prime de 3000 F pour la reprise du travail. Mais un an après cette grève où les routiers avaient pris conscience de leur force collective, de leur capacité à bloquer en grande partie l'activité économique du pays (et même au-delà en raison de la situation géographique centrale de France dans la circulation des marchandises en Europe), ils constataient aussi que les accords signés à la fin de la grève n'étaient pas respectés: la prime de 3000 F n'a été payée qu'à une minorité de travailleurs, en général travaillant pour les grandes entreprises du secteur, le paiement de toutes les heures travaillées reste l'exception, les horaires de travail restent couramment de 50 à 60 heures par semaine et même le départ à la retraite à 55 ans n'a été possible que pour une fraction des intéressés! Enfin plusieurs prolétaires qui avaient eu le malheur d'être reconnus comme des participants actifs aux barrages ont été licenciés par leurs patrons.

La colère des routiers s'accumulait donc, à la grande préoccupation des syndicats du secteur. Les responsables FO par exemple ont publiquement admis qu'ils avaient averti à plusieurs reprises le nouveau gouvernement des risques d'une nouvelle explosion, en l'adurant de ne pas commettre la même erreur que Juppé de laisser pourrir la situation. Le rendez-vous entre syndicats et organisations patronales revêtait donc une importance bien particulière, surtout que les multiples petits syndicats sont en concurrence pour répondre aux désirs d'organisation des travailleurs du secteur après leur grande lutte. Les syndicats avaient décidé d'arriver à la négociation avec les patrons en agitant la menace d'une nouvelle grève, moins pour avoir un rapport de forces avec les organisations patronales que pour démontrer aux prolétaires qu'ils étaient de véritables défenseurs de leurs intérêts; des emplacements de barrages avaient été prévus, avec le minimum d'organisation nécessaire pour éviter les risques de mouvement incontrôlé, et de nombreuses déclarations martiales, relayées par les médias, affirmaient que la grève, si elle devait avoir lieu, serait terrible.

Il est vraisemblable que les syndicats espéraient que cette mise en scène tapageuse permettrait d'éviter, à l'issue des négociations, spectaculairement présentées comme un «bras de fer» (grosse ficelle: le syndicat autonome, type même du syndicat jaune et patronal, se mettait tout d'un coup à traiter les patrons de «poutris», ce qui provoquait le départ «indigné» de la principale organisation patronale), de déclencher la grève en présentant leur résultat comme des «avancées» suffisantes étant donné l'obstination des patrons.

Mais la base ne l'entendait pas de cette oreille; les travailleurs consultés par les syndicats rejetaient ces prétendues avancées et votaient la grève, souvent même mettaient aussitôt place les premiers barrages, avant l'heure correspondant au préavis. Dès le lundi matin on dénombrait ainsi plus de 120 barrages. Mais le «petit problème» est que la menace de la grève avait tellement été brandie que tout le monde avait pris ses précautions: Les jours précédents le trafic de camions avait monté en flèche, les entreprises s'efforçant d'effectuer le maximum de transports avant le déclenchement de la grève; les dépôts de carburant avaient été pris d'assaut pour faire des réserves (le manque de carburant connu dans de nombreux endroits a davantage été causé par ces achats supplémentaires de précaution que par le blocage des raffineries). Et le lundi la plupart des grandes entreprises de transport laissèrent leur camions aux garages afin d'éviter qu'ils soient bloqués dans des barrages éventuels. En conséquence dans de nombreux endroits les grévistes durent organiser des barrages avec leurs autos privées ou par de simples attroupe-

ments! Bien évidemment des «barrages» aussi légers ne pouvaient guère opposer de résistance à des transporteurs décidés à les forcer. La multiplication d'incidents et de heurts parfois violents (comme le tabassage à Vitrolles des grévistes), alors qu'ils avaient été pratiquement absents l'année dernière, est la conséquence de la faiblesse de la grève en **résultat direct** de la tactique syndicale: un barrage massif de plusieurs dizaines de camions est autrement dissuasif et efficace qu'un rassemblement de dizaines de grévistes! Le seul renfort un peu inattendu a été l'entrée en lutte, au moins au début, de chauffeurs de car et ambulanciers qui revendiquent les mêmes avantages que les routiers.

L'ACTION ANTI-PROLÉTARIENNE DU GOUVERNEMENT

À la différence de l'année dernière, le gouvernement de gauche, lui aussi prévenu de longue date du conflit en gestation, avait pris toutes ses dispositions et il n'a pas hésité à faire donner les CRS dès le premier jour, lorsque des grévistes ont tenté de bloquer les postes-frontières, ou plus tard, quand d'autres ont essayé de bloquer le périphérique parisien. Dès le début également les préfets ont organisé des rationnements du carburant pour que les services de l'Etat et les secteurs-clés de l'économie ne soient pas affectés. Enfin, allant au devant des demandes des autres pays européens, il a discrètement organisé avec les syndicats des couloirs de libre circulation pour les camions étrangers. C'est ainsi que la circulation sur les autoroutes n'était pas entravée (à l'exception de l'A1 Paris-Lille, où un barrage s'installa, semble-t-il à la suite de rivalités entre FO et la CFDT). En même temps qu'il organisait la défaite de la grève, le gouvernement se présentait en arbitre, neutre dans le conflit, mais dont toutes les sympathies allaient aux travailleurs. Le ministre Gayssot s'est même payé le luxe de visiter un barrage et de souhaiter bon courage aux grévistes!

Au bout de quelques jours de cette mascarade, la CFDT qui est le syndicat le plus implanté dans ce secteur, jugeant les grévistes suffisamment découragés par l'inefficacité de leurs actions, pouvait déclarer que les nouvelles négociations avaient abouti à un compromis acceptable et elle appelait unilatéralement à la levée des barrages. Pourtant le nouvel accord n'apportait rien de plus à ce qui avait été obtenu à l'issue des premières négociations: 3% d'augmentation de salaire (5% pour les bas salaires, 6% pour les chauffeurs longue distance). La revendication des 10.000 F net pour 200 heures de travail mensuel est devenue 10.000 F brut, dans 3 ans pour les seuls chauffeurs longue distance (10 à 15.000 travailleurs sur un total de 240.000 routiers)! Le gouvernement a déclaré qu'il veillerait à ce que cet accord soit cette fois respecté par les patrons et pour qu'il ne lui soit pas reproché d'être hostile aux patrons il a accordé à ces derniers un allègement de 800 F par camion de leur taxe professionnelle...

La CFDT - transports (il s'agit d'une fédération *oppositionnelle* à Notat appartenant au courant «CFDT en lutte») a été accusée de trahison par FO (la CGT, tout en refusant de signer l'accord, ne pouvait pas manquer de lui trouver des aspects positifs étant donné qu'il avait été supervisé par le ministre PCF); mais c'est là la pure démagogie dictée par la rivalité entre boutiques syndicales, car FO n'a bien évidemment rien fait pour s'opposer au **sabotage** du mouvement et pour dénoncer les manoeuvres des syndicats, du patron et du gouvernement - elle y a participé à fond!

La grève des routiers a été organisée par les syndicats comme une **soupe de sécurité**, comme un **contre-feu** à un mouvement de grande ampleur, comparable à celui de l'année dernière. Une fois de plus ces organisations ont rempli leur fonction de **pompier sociaux**. Mais la lutte des routiers inévitablement renaîtra et si les leçons du sabotage actuel sont tirées, elle renaîtra sur des bases de classe, avec des méthodes, des moyens et une organisation de classe qui sont indispensables pour les luttes des tous les prolétaires.

A NOUVEAU DISPONIBLES: TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL «Eléments d'orientation marxiste» «Communisme et Fascisme»

Les «Eléments d'orientation marxiste» ont paru pour la première fois en langue italienne, sous le titre «Tracciato d'impostazione» dans le dernier n° de 1946 de «Prometeo», revue théorique de ce qui était alors notre parti; les deux autres textes de ce recueil ont paru dans les n° 5 et 6 de «Prometeo» dans la série des «Tesi della Sinistra» (Thèses de la Gauche). Depuis longtemps épuisés, ils sont maintenant à nouveau disponibles à notre adresse.

Comme l'exprime le titre, les *Eléments d'orientation marxiste* constituaient la restauration synthétique des positions fondamentales sur lesquelles devait se fonder le parti renaissant, le «tracé» que doivent suivre tous ceux qui se placent dans la ligne de la révolution communiste. Les deux autres textes, ainsi que l'abondante production qui leur succéda, constituent l'exégèse critique du *Tracciato* qui, comme nous l'affirmons explicitement au début du texte, ne contient pas de démonstration de ce qu'il affirme, mais *une fait qu'énoncer et fixer des points fondamentaux afin d'éviter toute équivoque ou confusion, volontaires ou non*.

Cinquante ans se sont écoulés depuis la première publication de ces textes - cinquante ans qui ont vu se continuer le cycle historique défavorable commencé en 1926 sous le signe de la contre-révolution la plus longue, la plus violente, la plus destructrice de toute l'histoire du mouvement prolétarien. Les efforts mêmes pour combattre l'extrême confusion politique et théorique provoquée par la contre-révolution y compris parmi ceux qui la combattaient, et pour constituer un noyau solide d'organisation de parti préparant *«le véritable parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où les infâmies de la société contemporaine pousseront à nouveau les masses insurgées à l'avant-garde de l'histoire»* se sont révélés encore plus longs et difficiles que ne le prévoyait notre perspective, pourtant condamnée alors comme pessimiste et défaitiste par tous les activistes.

La prolongation de la phase contre-révolutionnaire a été rendue possible grâce en particulier à la collaboration déterminante des ex-partis communistes qui, au lieu de préparer le prolétariat à assimiler les directives communistes, l'ont assujéti à l'idéologie bourgeoise, ou plutôt petite-bourgeoise, libéralisante et démocratique, en lui inoculant le respect religieux d'une démocratie parlementaire condamnée par le devenir historique lui-même. L'opportunisme a appelé les prolétaires à défendre l'Etat démocratique contre le fascisme, comme si la question fondamentale était celle de la forme de l'Etat, et non sa nature de classe. Peu importe, surtout en pleine phase impérialiste du capitalisme, que l'Etat soit républicain ou régi par une monarchie constitutionnelle, démocratique ou fasciste: il doit de toute façon être **détruit** par la violence de la classe ouvrière. Le processus politique qui va du régime de la libre concurrence à celui du monopole d'Etat est irréversible, tout comme le processus politique qui va du régime démocratique à celui du totalitarisme fasciste. Il est donc faux et illusoire d'assigner au prolétariat la tâche de ramener le capitalisme en arrière, à une phase qu'il a déjà dépassée malgré de douteuses réminiscences de type libéral et démocratique. **Celui qui combat le fascisme au nom de la démocratie, non seulement n'est pas communiste ni révolutionnaire, mais il est réactionnaire**, tout comme celui qui combat l'impérialisme au nom de la libre concurrence et de la liberté du commerce. C'est ce qu'illustre, grâce à des articles d'époque et aux rapports d'Amadeo Bordiga sur le fascisme aux Congrès de l'Internationale Communiste, ainsi que grâce à une ample introduction, la brochure «Communisme et Fascisme» dont un reprint

en photocopies est enfin disponible.

* * *

Il est inévitable que dans la confusion politique qui règne depuis des dizaines d'années, renaissent sous une forme moderne de vieux thèmes qui prétendent nier les principes marxistes, tout comme les idéologues bourgeois croient se débarrasser du communisme en décrétant la faillite de la révolution d'Octobre, et en concluant que la classe ouvrière ne trouvera le salut qu'en abandonnant définitivement les «vieilles prophéties» de la révolution sociale et en adoptant les principes «éternels» de la marchandise, du marché, de la monnaie, de la liberté, de la démocratie, de la nation.

La révolution communiste est la grande absente d'aujourd'hui. Elle ne reviendra pas sur la scène de la lutte des classes par une voie démocratique, pacifique, nationale. Pour vaincre, elle devra passer sur le cadavre de la démocratie, de la paix sociale, de la nation.

La republication de textes fondamentaux comme celui-ci et d'autres fait partie de l'action révolutionnaire qui consiste à remettre sur pieds la doctrine et le parti politique, c'est-à-dire une vigoureuse organisation militante, un réseau international solide et étendu, pour réimporter dans le prolétariat aujourd'hui démoralisé et désorienté, ainsi que dans les organisations intermédiaires que la reprise des luttes sociales elle-même fera renaître, la certitude de la victoire et la direction révolutionnaire communiste. Telle est notre tâche. Telle est notre action.

ELÉMENTS D'ORIENTATION MARXISTE, série *Textes du P.C. International* n° 4: 15 FF

COMMUNISME ET FASCISME, série *Textes du P.C. International* n° 1: 25 FF

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**